

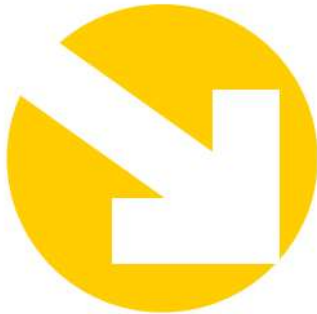


INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

NOVEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

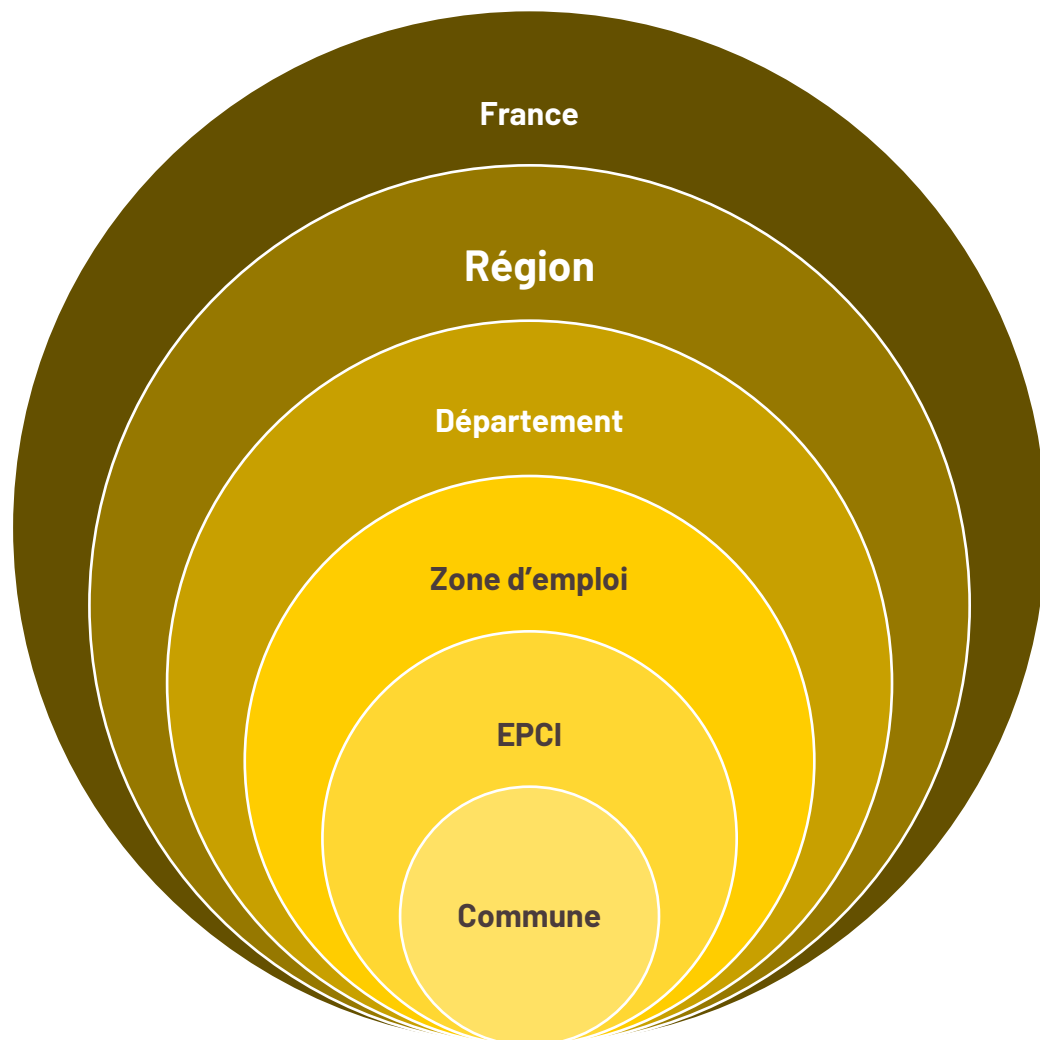
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2828 répondants) et auprès des Français (5000 répondants au niveau national, 4400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?
- 5. La cinquième partie donne la parole à la région et met en avant la stratégie industrielle régionale.** Un acteur emblématique du Conseil Régional parle de la stratégie industrielle régionale et explique comment il/elle lit les données présentées dans l'étude.

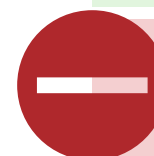
A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel industriel des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

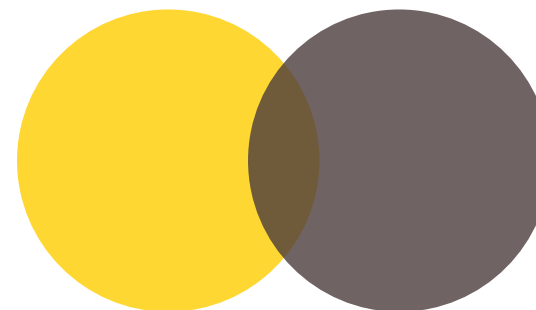
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ EN QUELQUES DATES CLÉS

1836

Les constructions de locomotives commencent au Creusot

C'est au Creusot que commencent les productions de locomotives, avec une cadence s'élevant à une par jour en 1916. L'entreprise, reprise par Alstom au cours des décennies, se spécialisera dans les bogies (qui sont les organes sur lesquels sont posées les roues du train). L'entreprise emploie aujourd'hui 700 personnes. Alstom possède également d'autres sites dans la région : à Belfort et à Ornans.

1857

L'ancêtre de SEB, le fabricant de petit équipement domestique, naît à Selongey

Antoine Lescure ouvre son premier atelier de fabrication à Selongey en 1857. La société prendra le nom de "Société d'emboutissage de Bourgogne" ou SEB en 1944. L'entreprise est ainsi propriétaire des marques Calor, Tefal ou encore Rowenta. Le site de Selongey fait 4 Ha, emploie 450 personnes et produit 1 million de pièces par an.

1910

Peugeot bâtit sa nouvelle usine entre Sochaux et Montbéliard

Avec une superficie de 2 Ha, l'usine est initialement fondée dans l'objectif de produire des camions et véhicules utilitaires. Elle produira ensuite également voitures et motocyclettes. A travers les décennies, le site atteindra un pic de 39 000 salariés en 1978 (contre 12 000 aujourd'hui) et s'étendra sur 259 Ha en 2012.

1962

Kodak s'installe à Chalon-sur-Saône sur le site qui accueille désormais le parc industriel SaôneOr

Le site a su renaître des cendres de l'usine Kodak, dont la fermeture fut annoncée en 2005. Il accueille aujourd'hui plus de 330 entreprises industrielles (6 000 salariés), réparties sur 500 Ha, dont 41 encore à répartir pour de nouvelles entreprises à venir. Ce parc industriel bénéficie d'un emplacement stratégique, puisque situé entre Paris et Lyon.

2018

Le groupe Lacroix, fabricant d'emballage alimentaires en bois, inaugure son 31ème site à Branges

Emballer de fromages comme Président ou Cœur de Lion, le groupe industriel familial originaire du Haut Jura et dont l'histoire remonte à 1946 possède 8 sites en région Bourgogne-Franche-Comté. Le groupe, employant 1 500 salariés dont 800 en France, a fait le choix d'ouvrir une nouvelle usine pour venir en soutien à ses autres usines jurassiennes, arrivées à saturation, et en investissant 40 millions d'euros pour exploiter le bois, afin de faire ses barquettes alimentaires.

2024

SAB Thévenin, fabricant de fonderie, inaugure son nouveau site à Champagnole

Un bâtiment de 2 650 m², en plus des 7 800 existants du groupe familial SAB. L'entreprise de 76 salariés (650 au total sur l'ensemble du groupe), fabrique des composants pour l'industrie automobile. L'inauguration de ce site a comme motif principal de préparer la transition du secteur du thermique vers l'électrique.

LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des start up industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Marc Auloge
Directeur Régional
Bpifrance Dijon

#1

L'industrie occupe une place clé dans l'économie de la région

Au sein de la région Bourgogne-Franche-Comté, l'industrie manufacturière représente 15% de l'économie totale. A l'échelle de la France, la région représente 5 % de la Valeur Ajoutée (VA) industrielle totale en 2021. La métallurgie, l'agroalimentaire et le bois concentrent à eux trois la majorité des établissements industriels de la région. Sur la période 2015-2022, la région connaît une baisse des emplois industriels (-4,9 %).

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Chalon-sur-Saône, Nevers), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Saint-Claude, Creusot-Montceau), une réserve de talents industriels (Belfort, Montbéliard), une qualité de vie attractive (Besançon, Dijon) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Pontarlier, Autun).

#3

49 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares (Ha) par projet.

#4

68 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 68 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ EN BREF



5 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE, BOIS

TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



-5 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



10

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



7 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



3 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une disponibilité notable de petit foncier



Une bonne disponibilité et répartition des infrastructures sur le territoire



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement et du foncier



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, textile/mode, agroalimentaire, et automobile

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Bourgogne-Franche-Comté reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie de la Bourgogne-Franche-Comté est passé entre 1995 et 2015 de 24,4 à 16,5 % avant de se stabiliser.
 - Après des années de déclin, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 autour de 160 000 emplois.
- En Bourgogne-Franche-Comté, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans trois secteurs : la métallurgie, l'agroalimentaire et le bois/papeterie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

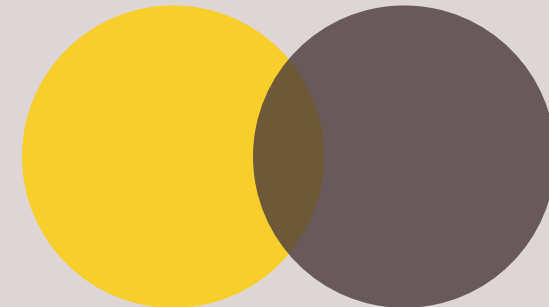
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021



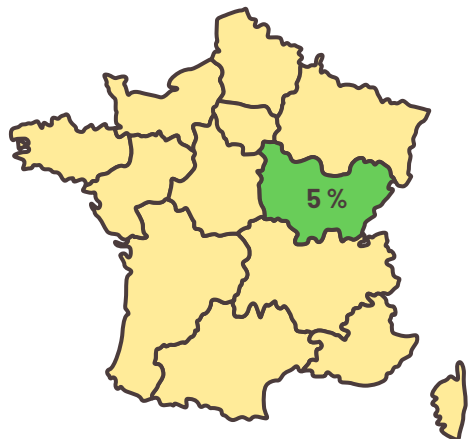
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ CONTRIBUE À HAUTEUR DE 5 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- La Bourgogne-Franche-Comté représente 5 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Bourgogne-Franche-Comté, malgré son poids relativement moins important dans le tissu industriel français, peut trouver un rôle à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

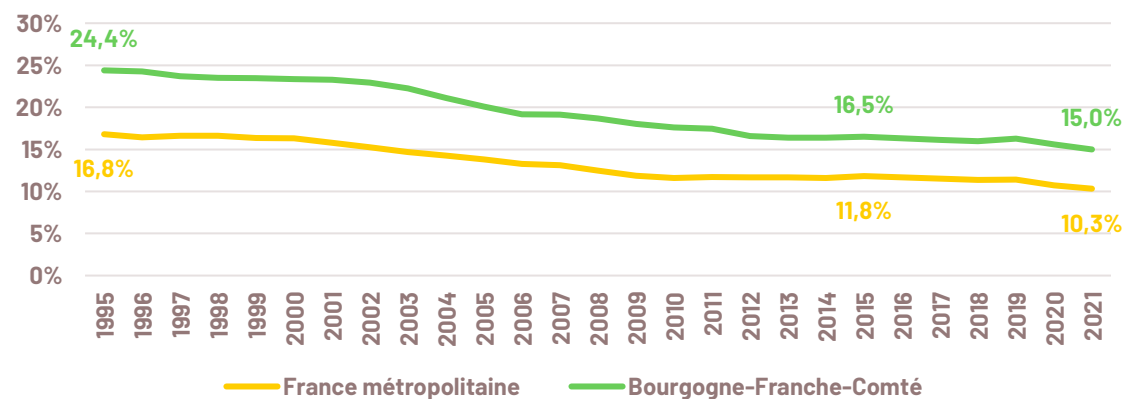


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSÉ SIMILAIRE À CELLE OBSERVÉE À TRAVERS LE PAYS, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE ESSENTIELLE POUR LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Bourgogne-Franche-Comté a significativement baissé, comme au niveau national, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015 autour de 16%. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7 % en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

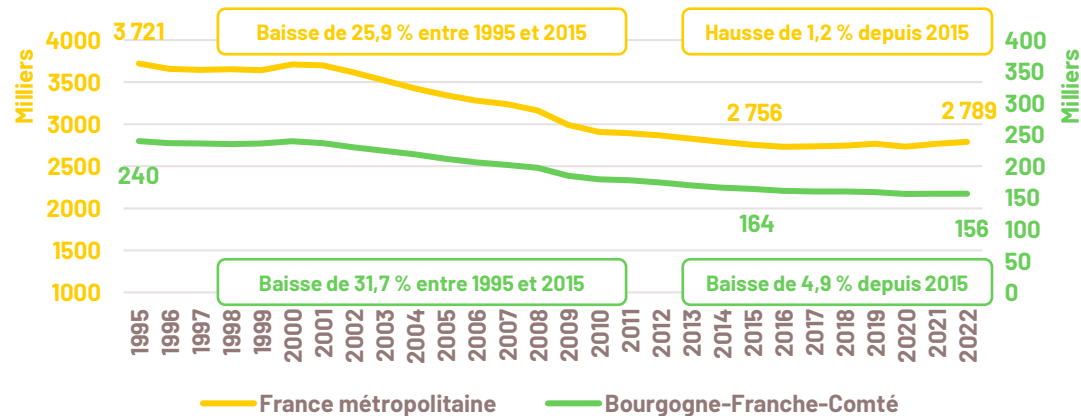
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE REBOND RÉCENT ET LÉGER DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL N'EST PAS PRÉSENT AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Bourgogne-Franche-Comté a connu un déclin plus prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015, et on n'observe pas en Bourgogne-Franche-Comté le léger rebond perceptible au niveau national depuis 2015-2016.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

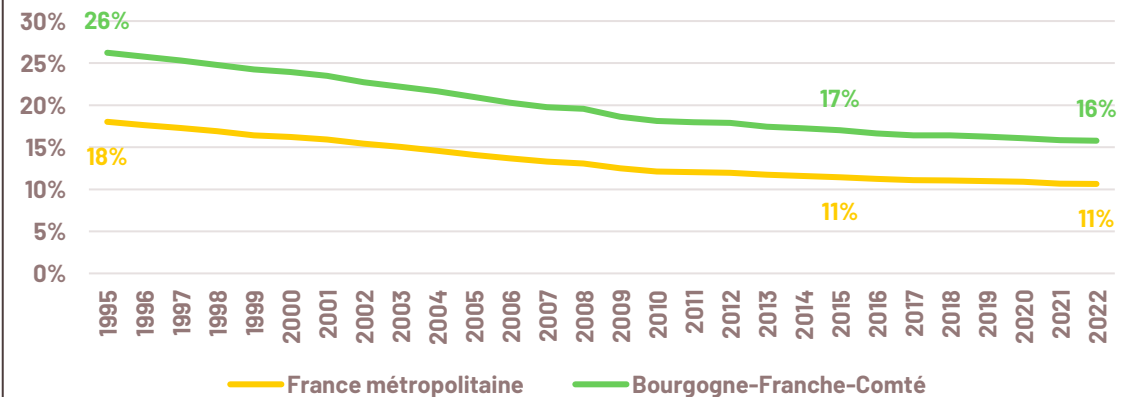


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé en région Bourgogne-Franche-Comté, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale (16 % de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

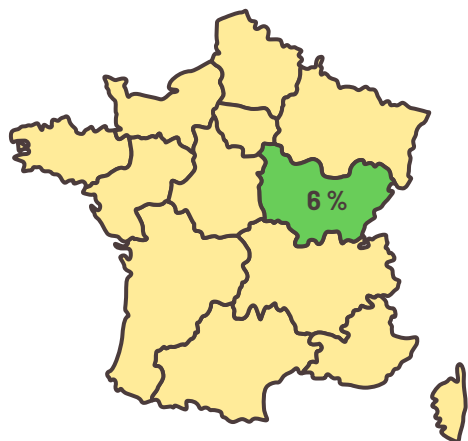
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA MÉTALLURGIE, L'AGROALIMENTAIRE ET LE BOIS/PAPETERIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE* EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

- Dans la région, **les secteurs de la métallurgie (24 %) et de l'agroalimentaire (23 %)** sont les 2 secteurs où l'on retrouve le plus grand nombre d'établissements industriels de +10 salariés.
- La région Bourgogne-Franche-Comté est un territoire d'excellence pour la métallurgie, y florissent laboratoires de recherche, écoles, PME-ETI et grands groupes. Le secteur est notamment clé pour la fabrication de composants pour le nucléaire civil et militaire. Des entreprises comme Metalis à Marchaux-Chaudefontaine (fabrication d'outillage) et Aperam à Gueugnon (sidérurgie) font rayonner le secteur métallurgique de la région.
- Forte de ses terroirs à la renommée mondiale, l'industrie agroalimentaire de Bourgogne-Franche-Comté est orienté vers la qualité. Le tissu industriel mêle grands groupes et PME familiales. Des sites industriels de Jovid'or à Joigny (boulangerie et viennoiserie) et de la fromagerie Milleret à Charcenne (produits laitiers) y sont par exemple présents.

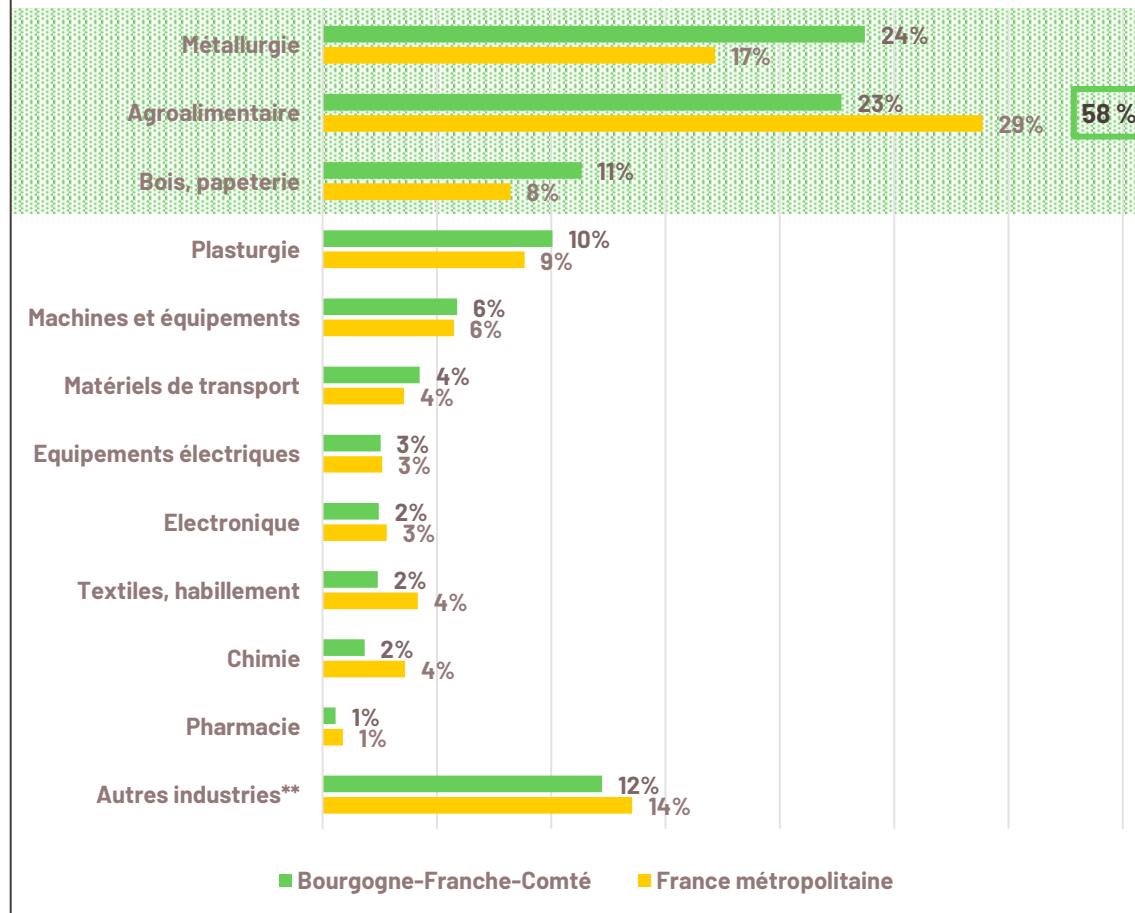
Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française** (en %) en 2021



*Industrie manufacturière

**Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
*à partir de 10 salariés

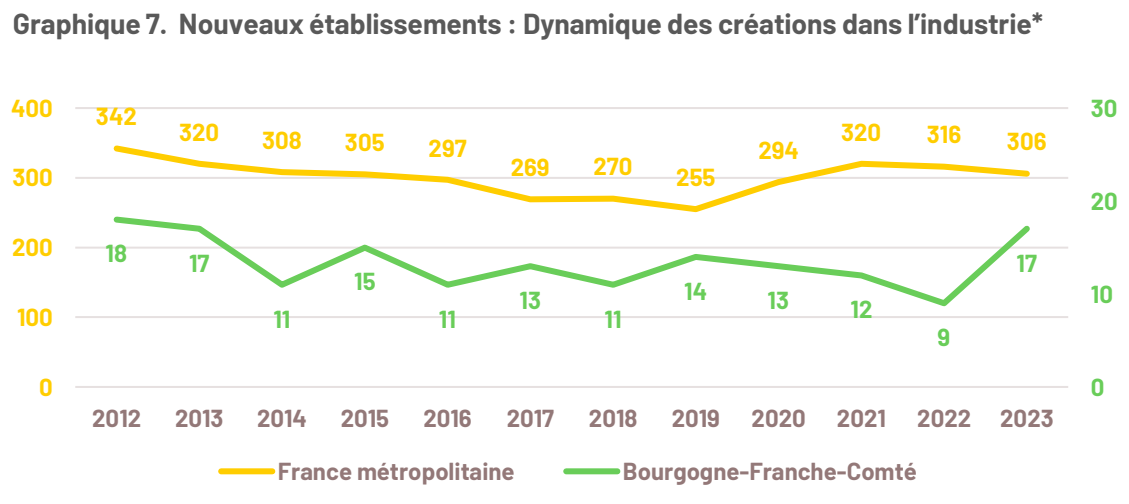
** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

UNE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS* EN 2023

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- La région Bourgogne-Franche-Comté connaît, à contre-temps de la tendance nationale, une baisse de son attractivité pour l'accueil des établissements industriels* entre 2019 et 2022. Cependant, 2023 voit un rebond avec 17 créations d'établissements industriels de plus de 10 salariés.

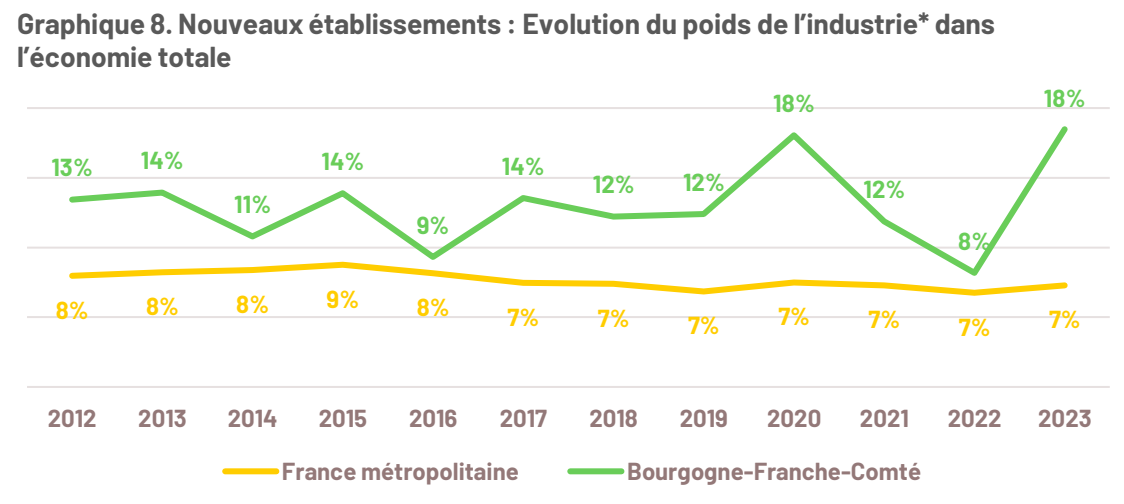


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, UNE PART IMPORTANTE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FONT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place importante dans l'économie de la région.
- Une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements. En effet, le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité.
- En région Bourgogne-Franche-Comté, le poids des créations d'établissements industriels dans les créations d'établissements à l'échelle de l'économie totale a connu une baisse à la suite de la crise du COVID mais semble rebondir avec un doublement entre 2022 et 2023 pour atteindre 18%.



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION QUI BOUGE

10 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **Inocel** dans les piles à combustible à Belfort
- **McPhy** dans les électrolyseurs à Belfort
- **Forvia** dans les l'automobile à Allenjoie

Fermetures:

- **Marelli** dans l'automobile à Saint-Julien-du-Sault
- **Trefilunion** dans la métallurgie à Sainte-Colombe-sur-Seine

Avec 83 IDE, la Bourgogne-Franche-Comté capte 7 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.

(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)



Neotiss dans le nucléaire à Venarey-les-Laumes



The Mediterranean Food Lab dans les protéines alternatives à Dijon

76 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 3 % des sièges des 2523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)



Crossject dans la santé (injection sans aiguille) à Dijon



Percipio Robotics dans le micro-assemblage à Besançon



Farm3 dans l'agritech (ferme verticale) à Besançon



Bois Factory 70 dans le bois de chauffage à Demangevelle

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 5 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)



Stellantis dans l'automobile à Sochaux



Alstom dans le ferroviaire à Le Creusot, Belfort, Ornans



Groupe SEEB dans la machinerie et l'usinage à Chauffailles

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

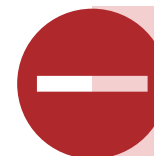
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

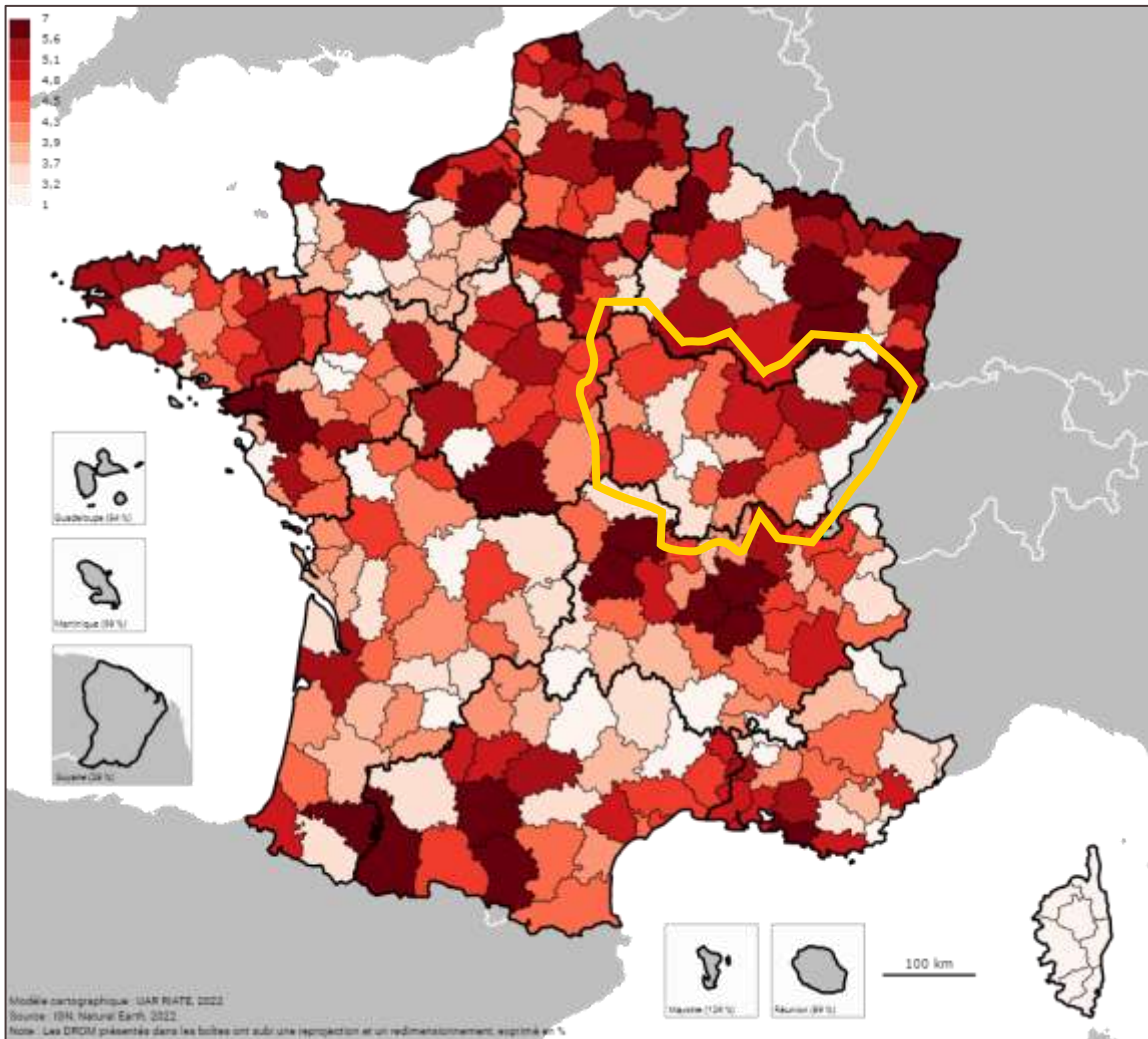
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoire de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DROM.

La région Bourgogne-Franche-Comté compte 21 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Bourgogne-Franche-Comté. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

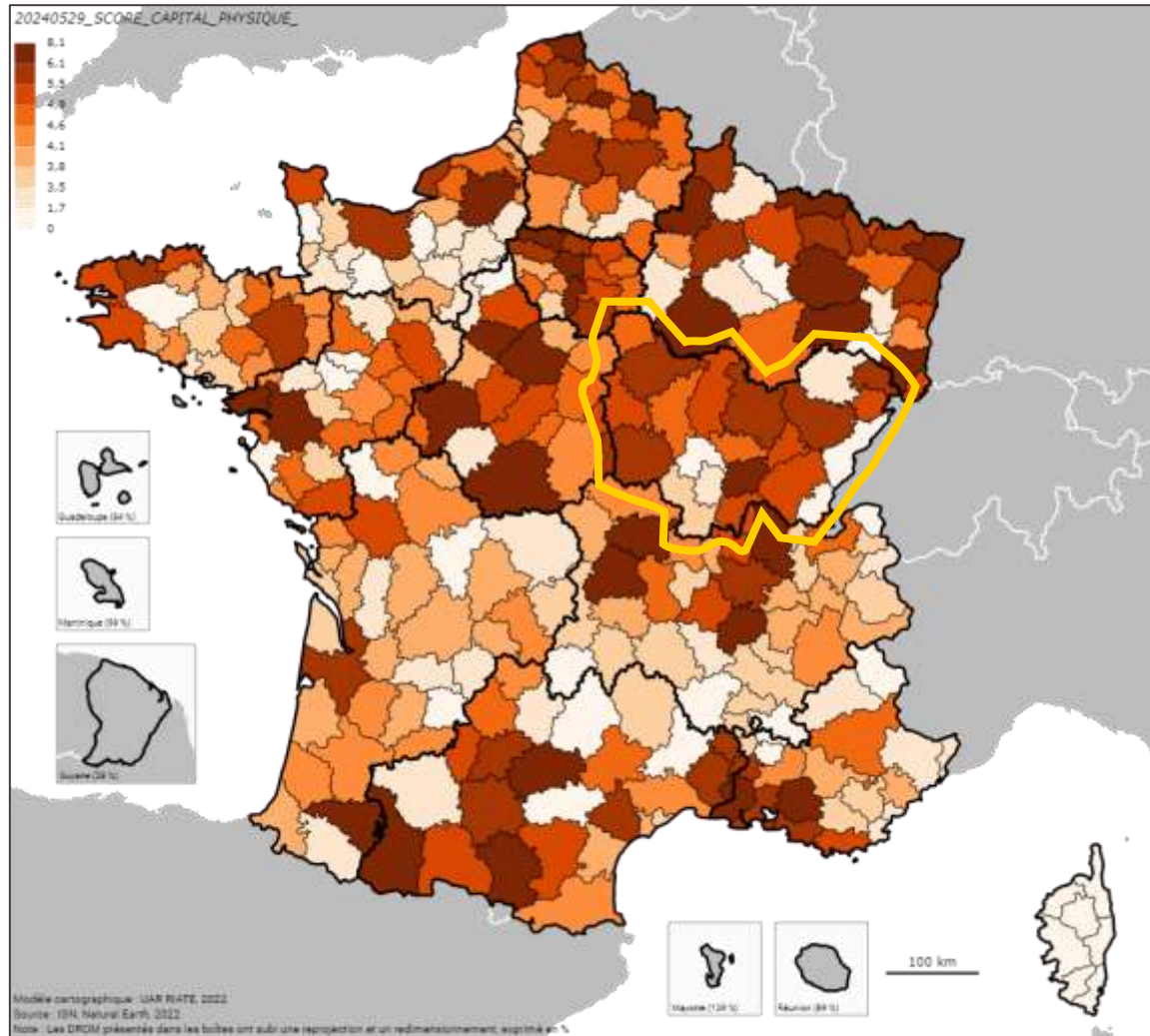
TRAITEMENT DES ZONES D'EMPLOI TRANSRÉGIONALES

Certaines zones d'emploi s'étendent sur plus d'une région. Au niveau national, on compte 14 de ces zones d'emploi, dénommées « **transrégionales** », que nous avons affectées à une région chacune, selon les règles suivantes :

- Région dans laquelle se situe la ville éponyme de la zone d'emploi
- Lorsque la zone d'emploi ne prend pas le nom d'une ville, région qui prend la plus grande superficie de la zone d'emploi

Ainsi, pour cette étude, les zones d'emploi de Cosne-Cours-sur-Loire, Nevers et Mâcon ont été rattachées à la Bourgogne-Franche-Comté.

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

UNE RÉGION FORTEMENT DOTÉE EN INFRASTRUCTURES LOGISTIQUES POUR L'INDUSTRIE

La région est peu pourvue en foncier directement exploitable : elle dispose de 35 Ha de sites clés en main (contre en moyenne 235 Ha par région) mais elle dispose toutefois d'une surface notable de foncier économique (569 Ha contre 423 en moyenne par région).

La Bourgogne-Franche-Comté est traversée par des axes autoroutiers allant notamment vers l'étranger, comme l'A36 qui relie Besançon à Mulhouse et permet de rejoindre l'Allemagne et la Suisse, ou encore l'A31 permettant de relier la région au Luxembourg. Elle est également traversée par l'A6, reliant Paris à Lyon.

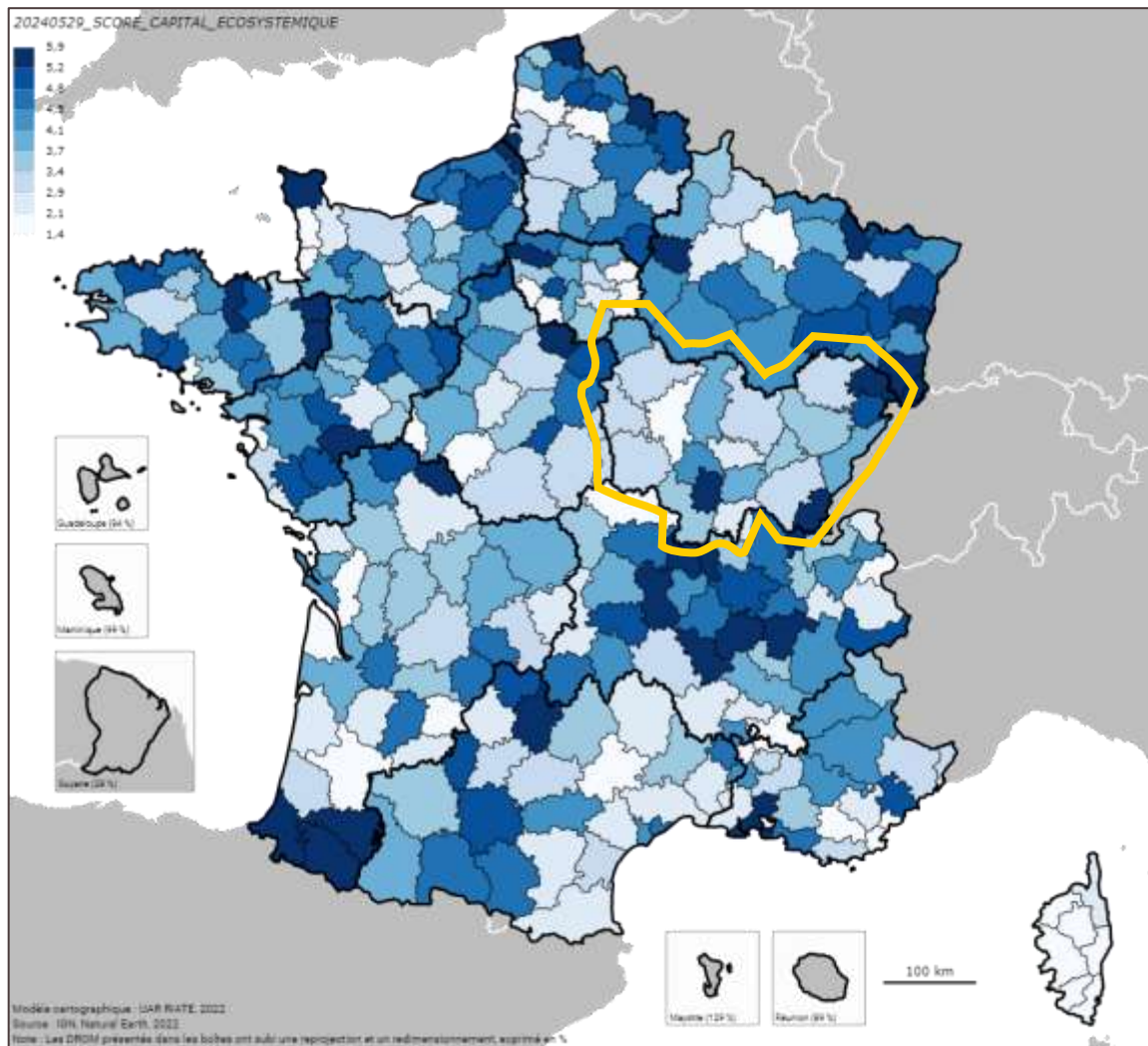
Les ports fluviaux de Chalon-sur-Saône, Besançon et de Dijon permettent le transport de marchandises par voie d'eau vers d'autres régions de France et d'Europe. Elle est équipée de 124 gares de fret (contre 120 en moyenne par région).

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent. Deux zones d'emploi concentrent les seuls sites clé en main de la région : **Creusot-Montceau** (20 Ha) et **Chalon-sur-Saône** (15 Ha). Le foncier économique est quant à lui beaucoup plus réparti et chaque zone d'emploi en est dotée, à l'exception de **Saint-Claude**. Les gares de fret sont également plus réparties et seule la zone d'emploi de **Saint-Claude** n'en comprend aucune.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL IMPORTANT

La région se distingue par un taux d'emploi industriel très important, la région se place ainsi dans le top 3 des régions françaises en termes d'emploi industriel. La tendance est toutefois à la destruction d'emplois industriels entre 2017 et 2019 : le solde des créations et des destructions s'élève à - 1 969. Enfin, en moyenne 49 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie, ce qui est en ligne avec la moyenne nationale, à 50 %.

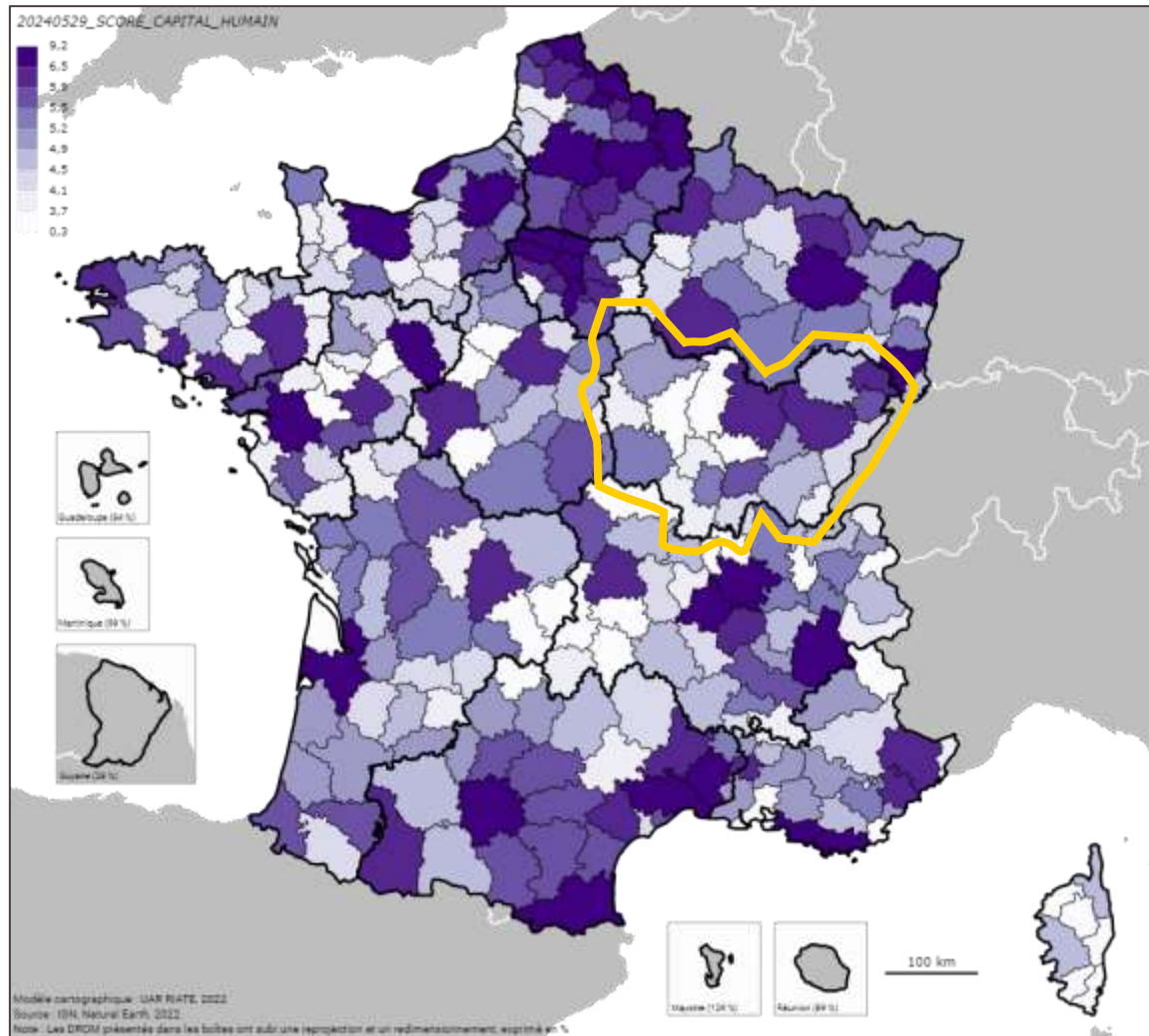
Les zones d'emploi de **Saint-Claude** et **Montbéliard** affichent des taux d'emploi industriel supérieurs à 30 %. Seule **Dijon** affiche un taux d'emploi industriel inférieur à 10 %.

La région dispose de neuf sites industriels compris dans les 100 plus grands de France : Schneider Electric à **Dijon** (21), Alstom Transport au **Creusot** (71), à **Belfort** (90) et **Ornans** (25), Peugeot à **Sochaux** (25), Michelin à **Blanzay** (71), Stellantis à **Sochaux** (25), Safran au **Creusot** (71) et Safran Electronics à **Dijon** (21). Un chiffre en ligne avec la moyenne nationale, chaque région possédant en moyenne huit « grands » sites industriels.

Quatre pôles de compétitivité sont répartis sur la région : Vitagora à **Dijon**, Pôle Véhicule du Futur à **Etupes**, PMT à **Besançon** et la Nuclear Valley à **Chalon-sur-Saône**.

*SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

DES INFRASTRUCTURES DE FORMATION QUI DIPLÔMENT 3 % DES TALENTS DU PAYS

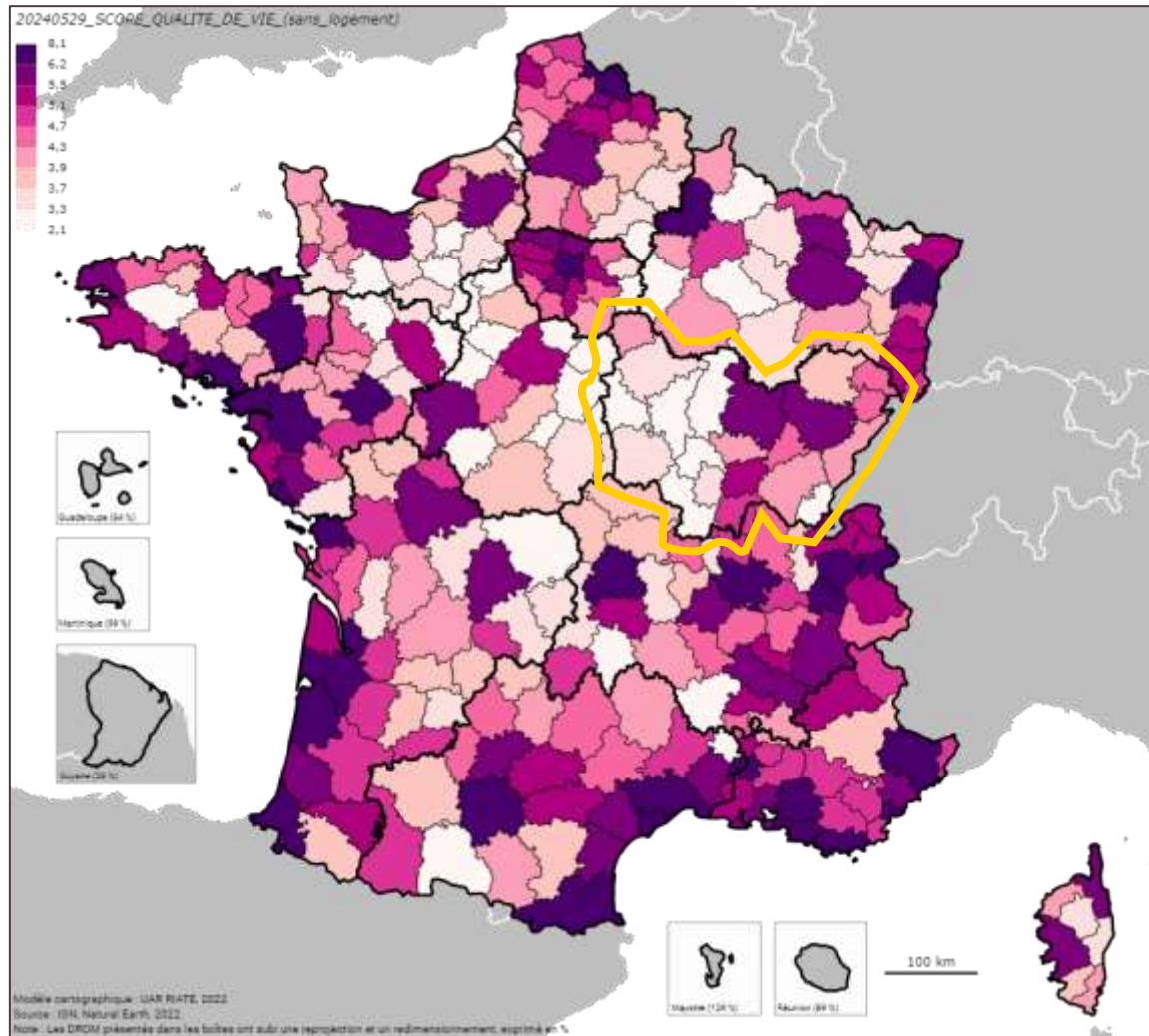
En 2022, la région forme 2 460 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 3 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des travailleurs au chômage. En Bourgogne-Franche-Comté, le taux de chômage s'apparente au taux de chômage national (6,6 % contre 7 % en moyenne nationale).

Le vivier de talents est bien réparti sur la région : 12 zones d'emploi formant chacune plus d'une centaine d'élèves en 2022. Certaines zones d'emploi sont particulièrement actives : **Dijon** forme 374 élèves, **Besançon** 317, **Chalon-sur-Saône** 261, **Belfort** 230 et **Nevers** 202.

La région dispose également de quatre écoles de production : l'école Industrie 21 à **Dijon**, l'école de production de **Besançon**, l'école de production de **Chalon-sur-Saône** et l'école de production de Cravanche (située dans la zone d'emploi de **Belfort**), formant des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

UNE ATTRACTIVITÉ DANS LA RÉGION QUI VARIE SELON SES BASSINS D'EMPLOI

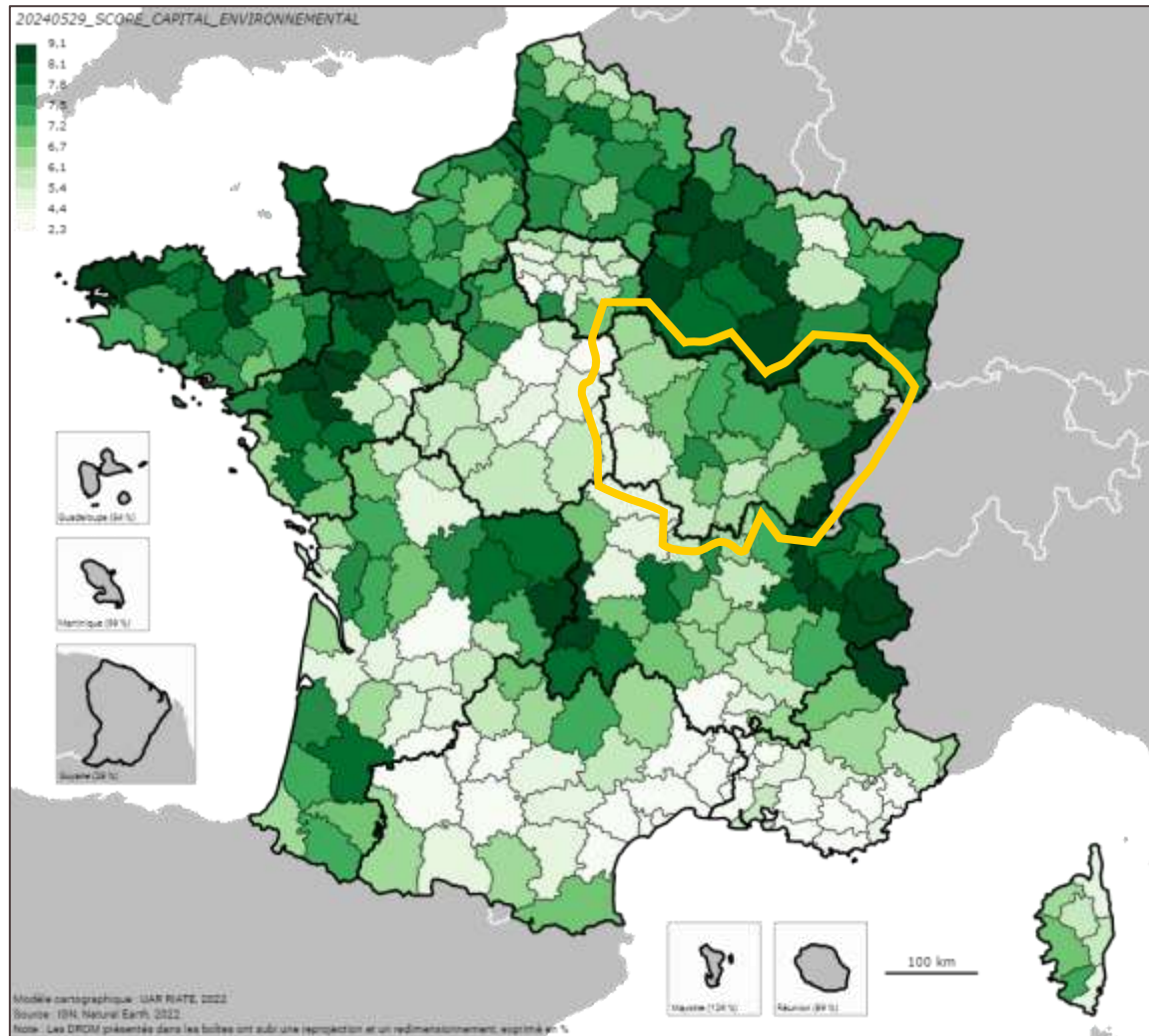
La région fait face dans son ensemble à un défi d'attractivité. Celle-ci connaît davantage de départs que d'arrivées d'habitants entre 2014 et 2020 : le solde migratoire régional s'élève à -3 176 sur cette période, en faisant le solde le plus bas du pays. Les habitants de la région ont accès en moyenne à 3,4 consultations médicales par an, ce qui est suffisant mais inférieur au seuil défini comme satisfaisant par le droit national*. Le nombre de liaisons ferroviaires pondérées par le nombre d'habitant se trouve également inférieur à la moyenne nationale (294 contre 343). La centralité des services est également faible, signifiant que les services sont concentrés dans certaines zones tandis que d'autres se retrouvent plus isolées.

Certaines zones d'emploi sont toutefois très attractives : **Dijon** connaît un solde migratoire de 1 393 personnes, **Pontarlier** de 1 154 et **Besançon** de 1 013 entre 2014 et 2020. **Dijon, Nevers, Macon, Besançon, Chalon-sur-Saône** et **Belfort** proposent plus de 20 liaisons ferroviaires chacune. **Besançon, Dijon, Beaune, Dole** et **Vesoul** proposent plus de 4 consultations par an à chacun de leurs habitants, ce qui est considéré comme le seuil satisfaisant au regard du droit national. **Chalon-sur-Saône, Creusot-Montceau, Dijon** et **Belfort** proposent une vingtaine de services à proximité directe à leurs habitants, ce qui en fait des centres intermédiaires**. Le reste des zones d'emploi de la région sont des centres dits locaux, proposent une douzaine de services du quotidien à proximité directe à tous leurs habitants. **Pontarlier** et **Saint-Claude** sont plus isolées.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales ? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

UNE RÉGION PLUS OU MOINS EXPOSÉE AUX CATASTROPHES NATURELLES SELON SES BASSINS D'EMPLOI

La région est particulièrement exposée aux événements de sécheresse et aux vagues de chaleur ; il s'agit même de la deuxième région la plus exposée aux vagues de chaleur. Elle est en revanche plus résiliente aux inondations et aux mouvements des argiles.

Certaines zones d'emploi sont plus touchées que d'autres : **Pontarlier** et **Saint-Claude** sont les zones d'emploi les plus touchées par les vagues de chaleur tandis que **Sens** et **Nevers** y sont moins sujettes. L'écart est beaucoup plus grand concernant la vulnérabilité aux sécheresses et aux mouvements d'argiles : la zone d'emploi de **Nevers** est particulièrement sensible tandis que celle de **Pontarlier** est beaucoup moins exposée à ces risques.

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

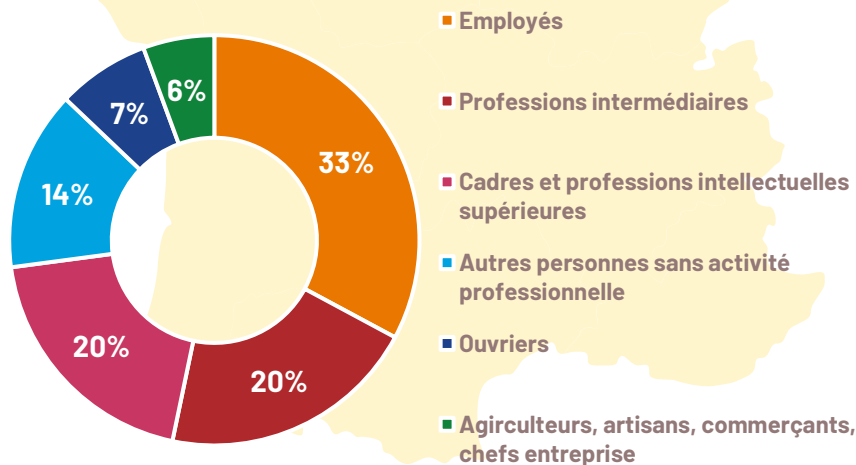
I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

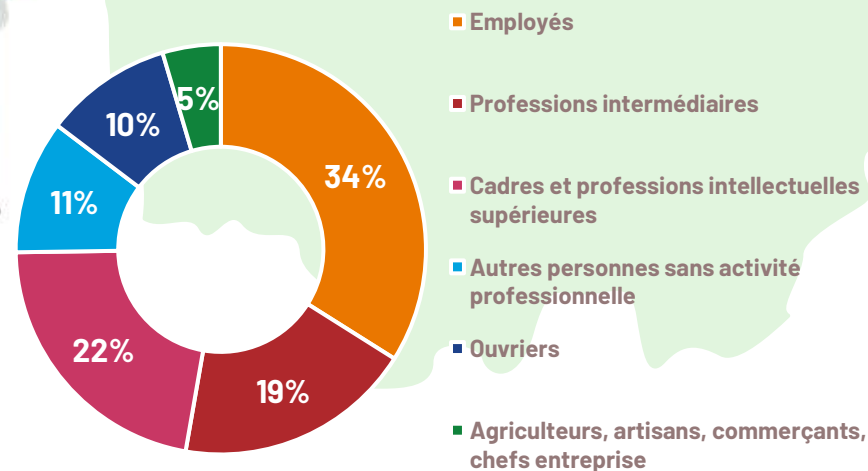
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 218* en Bourgogne-Franche-Comté

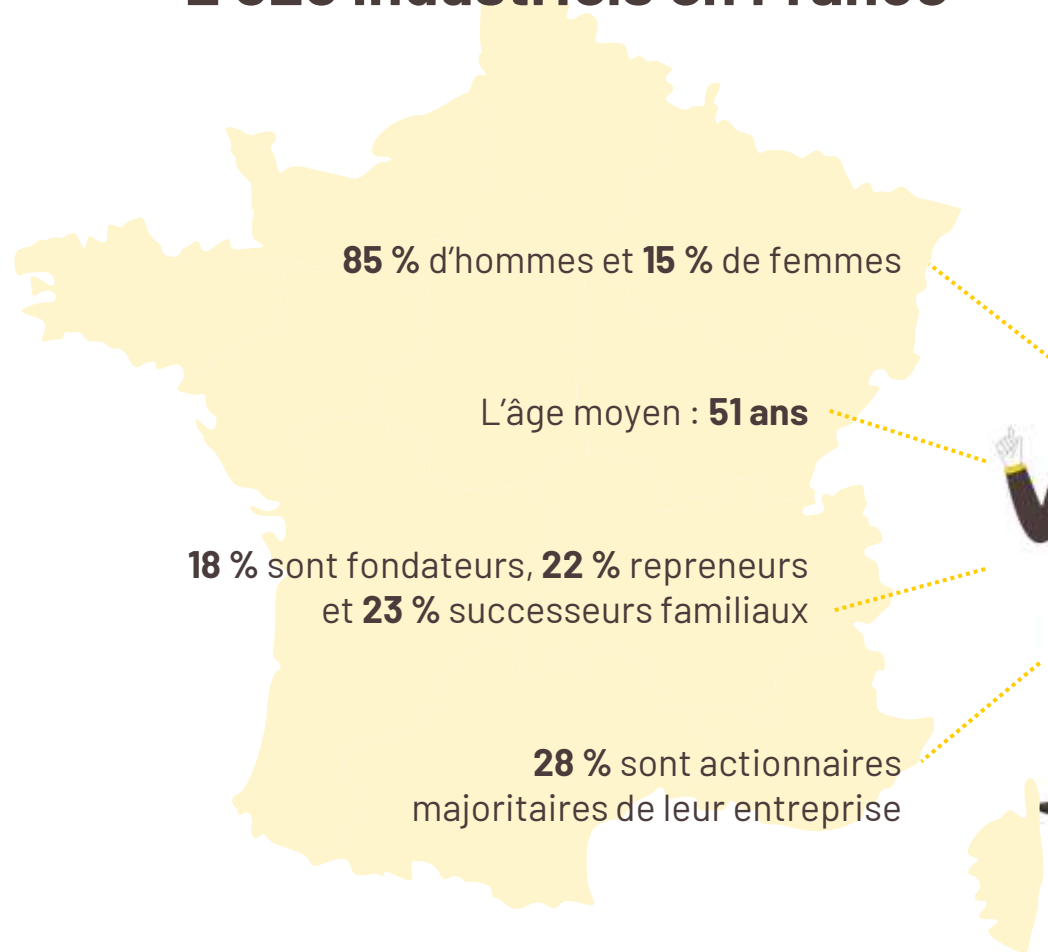
48 % d'hommes et 52 % de femmes

50 % ont plus de 55 ans, 32 % ont entre 35 et 54 ans et 18 % ont moins de 35 ans

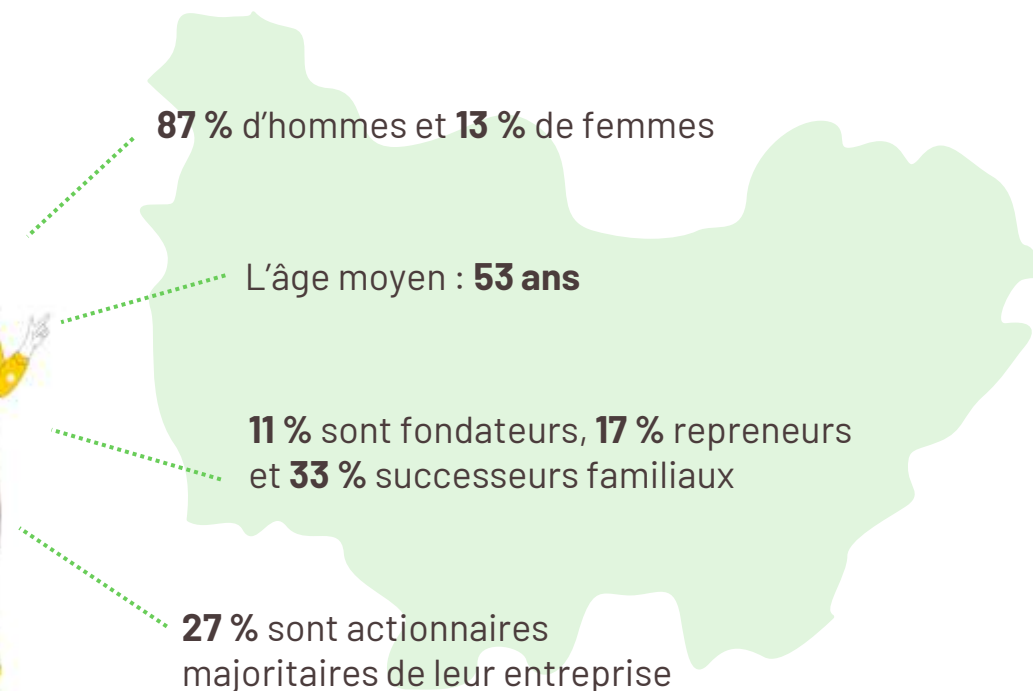


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes.

2 828 industriels en France

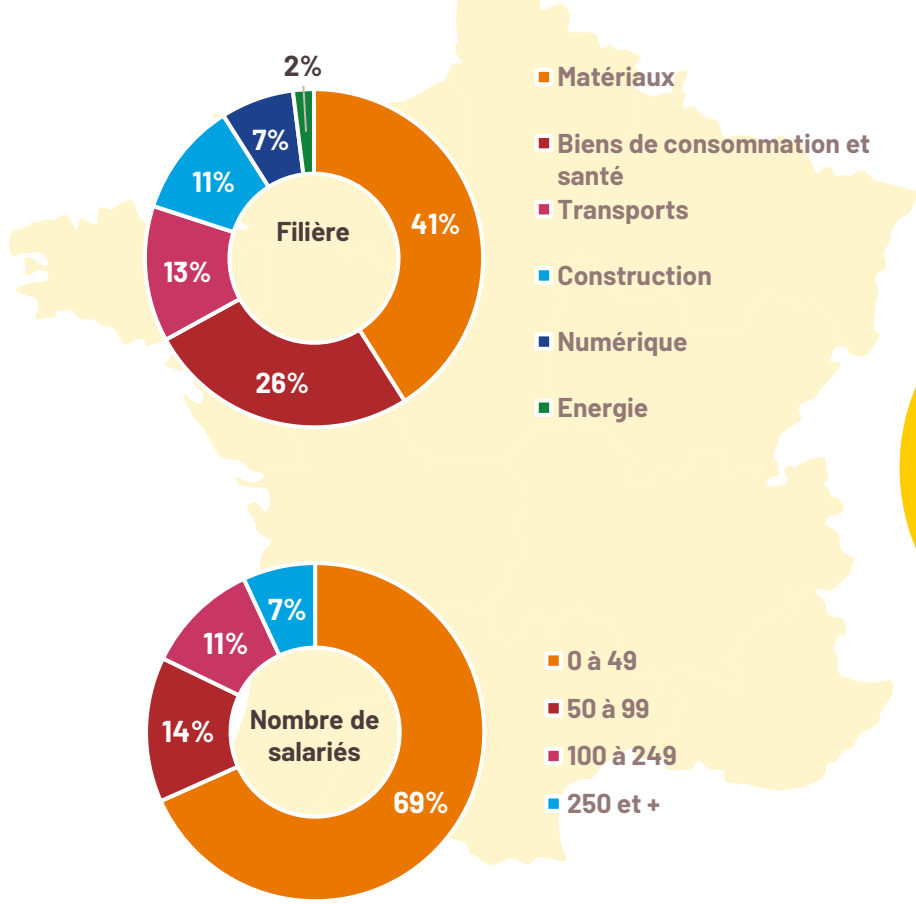


Dont 114* en Bourgogne-Franche-Comté

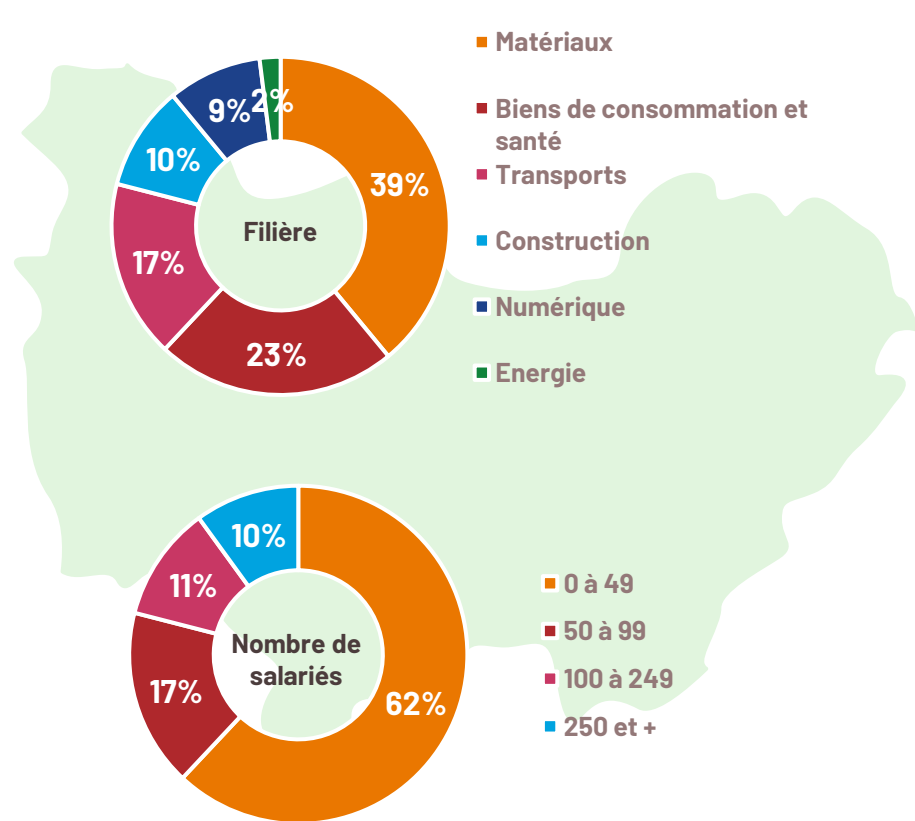


*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions. Les répondants de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes.

2 828 industriels en France



Dont 114 en Bourgogne-Franche-Comté



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT D'AVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES INDUSTRIELS

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS PERÇOIVENT MOINS LA RÉINDUSTRIALISATION EN COURS

- Les industriels de la Bourgogne-Franche-Comté perçoivent moins la réindustrialisation en cours (26 %) que leurs homologues dans le reste de la France (35 %).
- Comparés à l'échantillon France, les industriels bourguignons et francs-comtois sont à la fois plus nombreux à penser que la France n'est pas dans une phase de réindustrialisation (44 % vs 39 %) et plus nombreux à déclarer ne pas savoir (30% vs 26%).

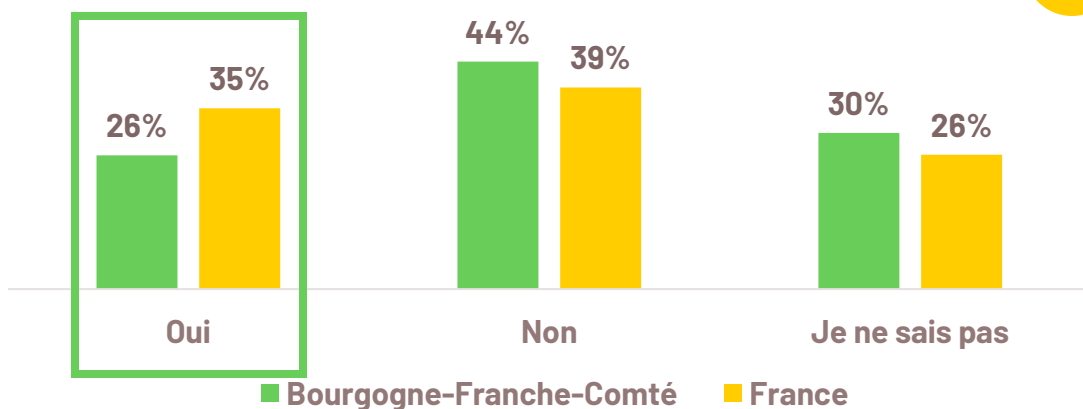
DANS LA RÉGION, LES CITOYENS SONT PLUS OPTIMISTES QUE LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION ET PLUS EN PHASE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

- Les Français sondés dans notre échantillon sont 40 % à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35 %).
- Les habitants de la Bourgogne-Franche-Comté sont 39 % à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, à un niveau donc plus élevé que les dirigeants industriels de leur territoire (26 %).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

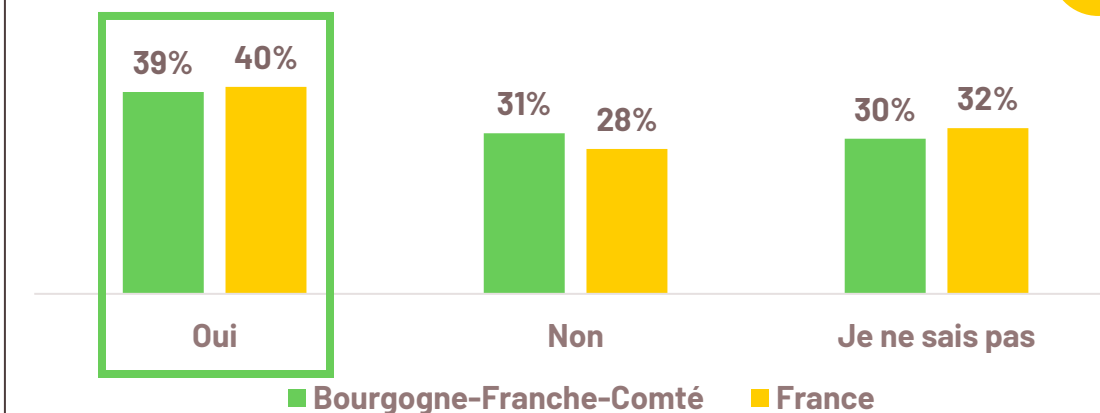
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ?
(Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ?
(Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'INDUSTRIE DANS LA VIE LOCALE

DANS LA RÉGION, UNE MAJORITÉ DES INDUSTRIELS PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE

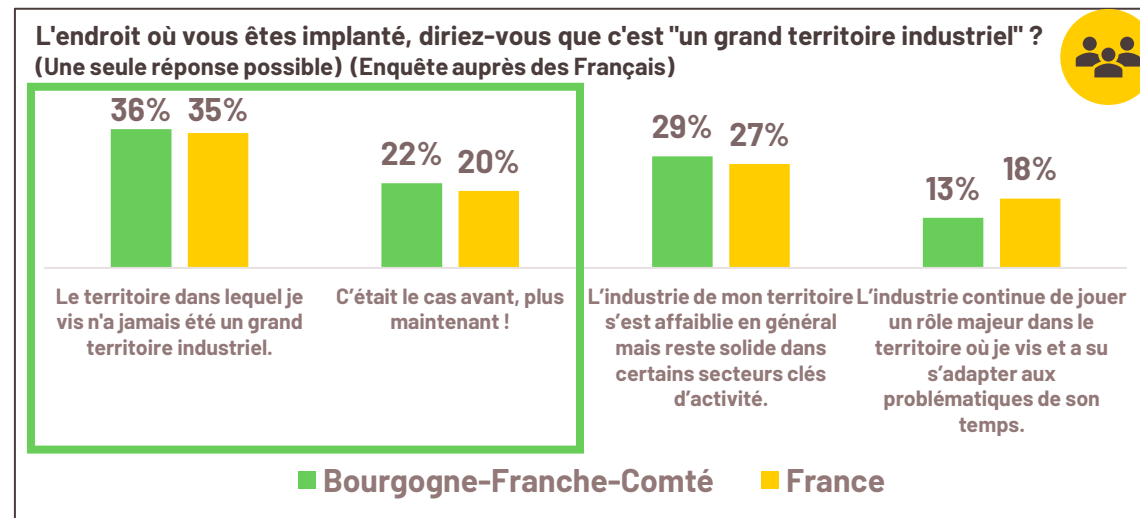
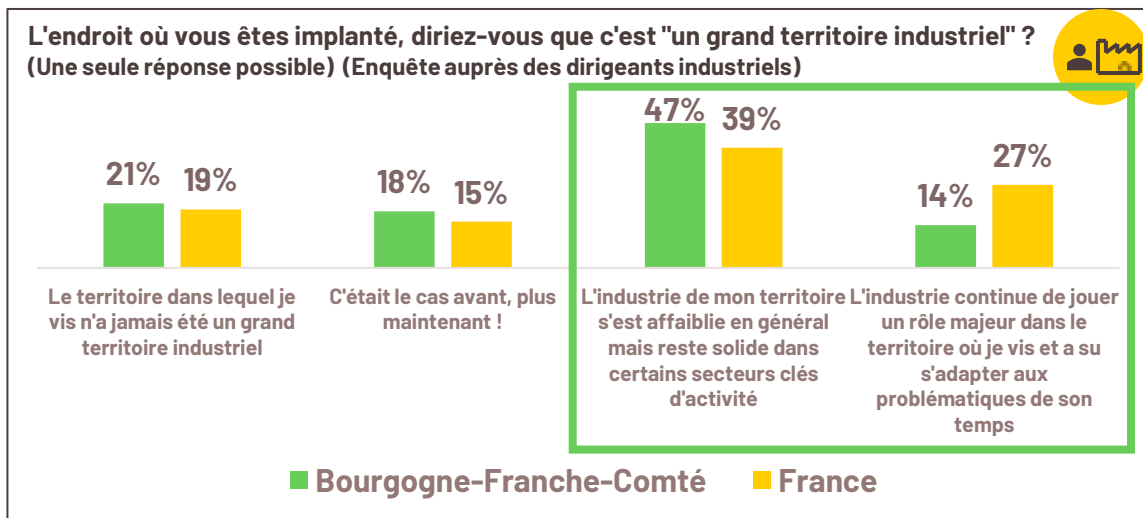
- Les industriels ont plutôt tendance à percevoir une industrie restée résiliente à travers le temps dans leur territoire, au moins dans certains secteurs clés (61 % regroupés). Au sein de cette catégorie de répondants, les industriels ont plutôt tendance à penser que l'industrie a souffert de la désindustrialisation tout en ayant réussi à se relever (47 %), plutôt que d'avoir résisté à la désindustrialisation (14 %).

LES CITOYENS DE LA RÉGION EUX MÊMES SONT PLUS PARTAGÉS, AVEC UNE MAJORITÉ QUI PENSE QUE L'INDUSTRIE N'EST PLUS VRAIMENT PRÉSENTE DANS LEUR TERRITOIRE

- Plus d'un habitant de la région Bourgogne-Franche-Comté sur deux ne perçoit pas ou plus d'industrie dans son territoire (58 % regroupés).
- Ce qui marque également est l'éclatement des réponses, qui peut certainement s'expliquer par les empreintes industrielles plus ou moins fortes des territoires qui composent la région.

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

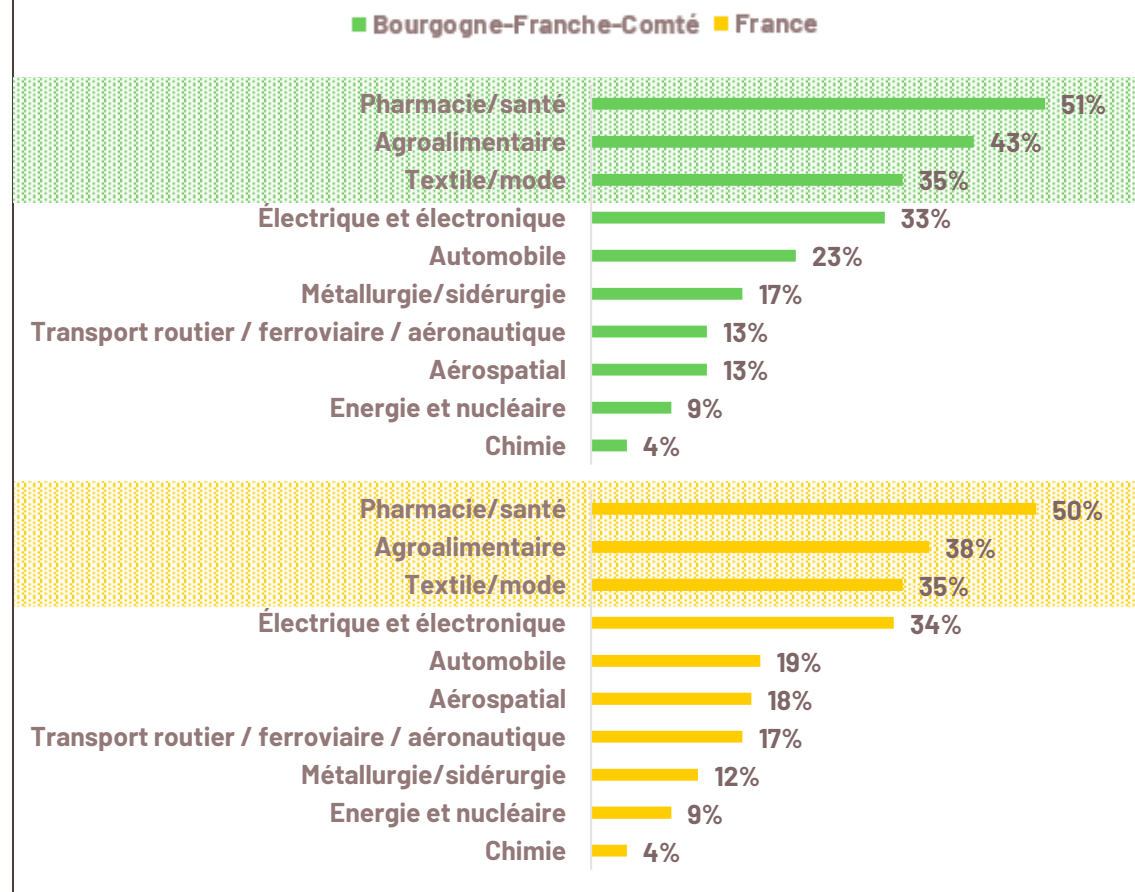
DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : **dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la pharmacie/santé (51 %), de l'agroalimentaire (43 %) et du textile/mode (35 %)**. Les tendances sont similaires au national (respectivement 50 %, 38 %, et 35 %) et il est possible que les secteurs les plus acceptés soient ceux considérés globalement comme les moins dangereux.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français** : c'est le cas de **l'agroalimentaire** (43 % contre 38 % pour la moyenne nationale), et dans une moindre mesure **l'automobile** (23 % contre 19 % au niveau national), et la **métallurgie/sidérurgie** (17 % contre 12 % au niveau national).
- À l'inverse, l'installation de certaines industries est moins plébiscitée par les habitants de la région** : c'est le cas du **transport routier/ferroviaire/aéronautique** (13 % contre 17 % pour la moyenne nationale) et de **l'aérospatial** (13 % contre 18 % au niveau national)
- A côté des secteurs plébiscités par les habitants de la région, nous gardons en tête les secteurs les plus présents (en nombre d'établissements) : métallurgie, agroalimentaire, et bois/papeterie. **L'agroalimentaire est donc le seul secteur à la fois plébiscité par les habitants et fortement présent dans la région.**

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

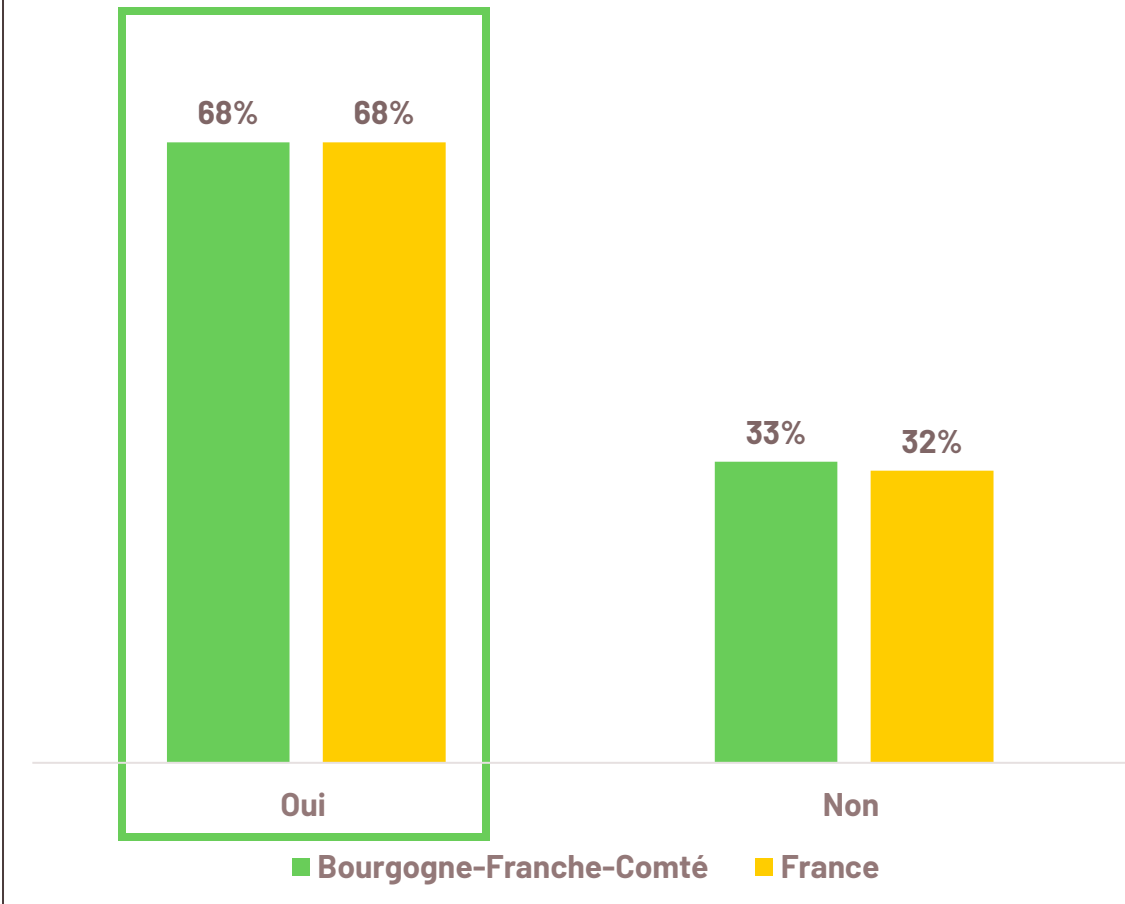
DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- **Les habitants de la Bourgogne-Franche-Comté se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie.** En effet, 68 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble donc, autant au niveau national (68 %) que régional (68 %), bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII), dont une des plus grandes priorités est l'emploi. Dans ce plan, la région, qui est la première en part d'emploi industriel, met la priorité sur une stratégie visant à « garder la main localement » afin de conserver ses emplois. En effet, la région, transfrontalière à la Suisse, fait face à un risque de « fuite » des talents.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes

AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?











A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains capitaux, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.

AU SEIN DE LA RÉGION, LA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION EST MARQUÉE PAR LES VÉCUS INDUSTRIELS DES TERRITOIRES

- Au sein de la région Bourgogne-Franche-Comté, les zones d'emploi de Besançon et Pontarlier nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation : Besançon pour ses disponibilités de foncier industriel, son accroissement d'emplois récent, son nombre important de jeunes diplômés dans l'industrie, et son attractivité résidentielle. Pontarlier pour son aspect transfrontalier, sa part élevée d'emplois industriels, son nombre élevé d'entreprises labellisées « Entreprise du Patrimoine Vivant », et l'âge moyen élevé des entreprises industrielles.
- Les habitants des deux zones d'emploi étudiées (35 % pour chaque) semblent moins percevoir la réindustrialisation que l'habitant moyen de la Bourgogne-Franche-Comté (39 %). Malgré cette perception moins ancrée de la réindustrialisation en cours, les habitants des bassins d'emploi de Besançon (61 %) et Pontarlier (68 %) sont nettement plus susceptibles que l'habitant moyen de la région (42 %) de considérer leur territoire comme industriel, témoignant d'une bonne reconnaissance de l'empreinte locale de l'industrie.
- L'installation de l'agroalimentaire est plébiscitée dans les deux bassins d'emplois analysés, se classent également dans le Top 2, la pharmacie à Besançon et l'automobile à Pontarlier.
- Enfin, les habitants des bassins d'emploi analysés se projettent moins dans les métiers de l'industrie que l'habitant moyen de la région.

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français, dont 218 en Bourgogne-Franche-Comté
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4 400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.

*Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

 Région & Zones d'emploi	Bourgogne-Franche-Comté	Besançon	Pontarlier
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	39 %	= 35 %	= 35 %
L'endroit où vous vivez, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	42 %	++ 61 %	++ 68 %
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie ? <i>Part de « Oui »</i>	68 %	-- 58 %	- 63 %

LEGENDE	 Pharmacie/santé	 Electrique/électronique
	 Textile/mode	 Agroalimentaire
	 Aérospatial	 Automobile

Ecart à la moyenne régionale	
Négatif	Positif
= Ecart < 5 p.p.	=
- Ecart entre 5 et 10 p.p.	+
-- Ecart > 10 p.p.	++



4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

UNE QUASI-TOTALITÉ D'INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

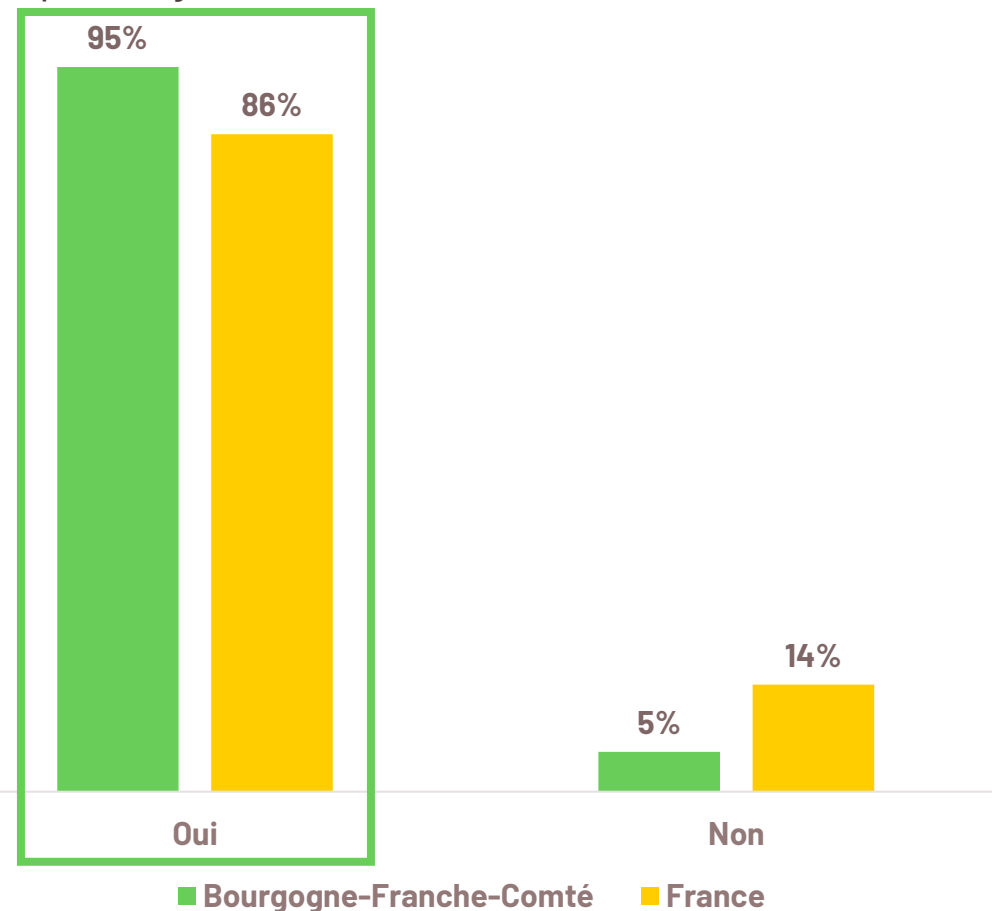
DANS LA RÉGION, 95 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- 95 % des dirigeants du Bourgogne-Franche-Comté se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne nationale qui se situe à 86 %.
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants de la Bourgogne-Franche-Comté dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 49 % y ont grandi, et 25 % y ont fait leurs études.
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels de la Bourgogne-Franche-Comté révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 44).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).

Êtes-vous personnellement attaché à votre territoire ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes



DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

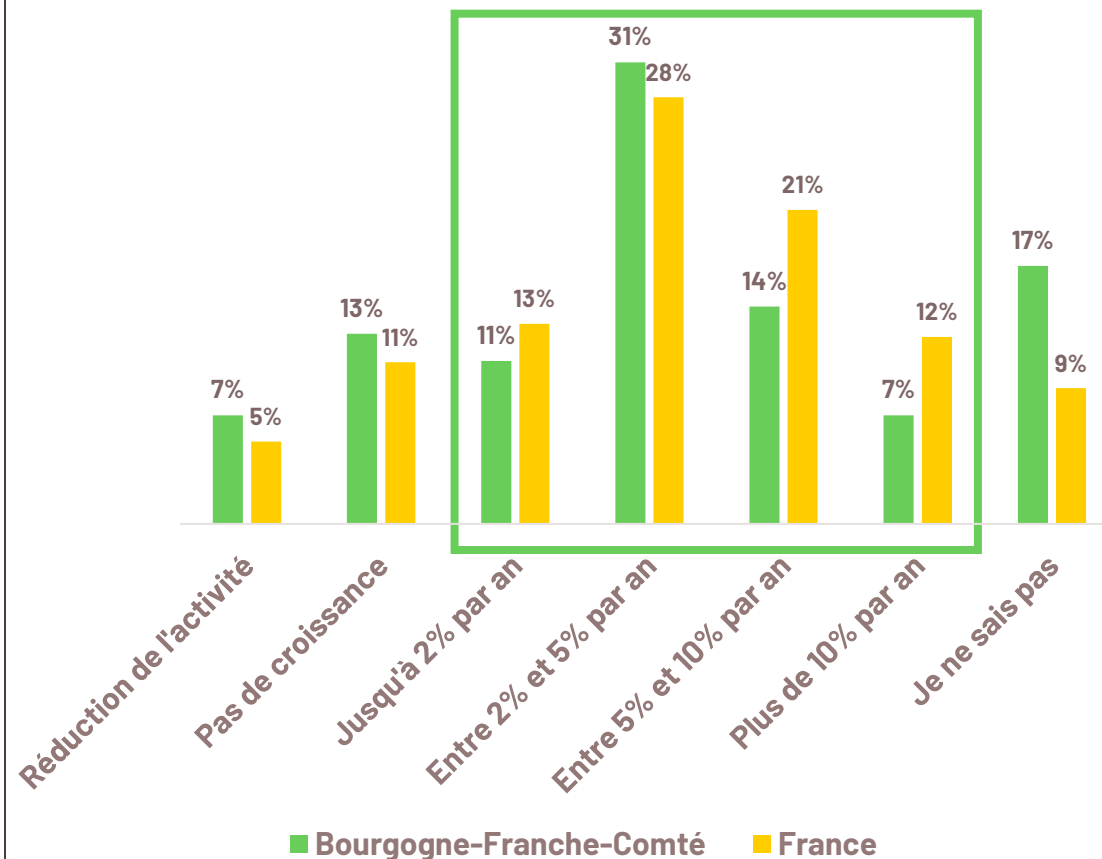
DANS LA RÉGION, 63 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 63 % des dirigeants de la Bourgogne-Franche-Comté prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Un chiffre reflétant une attitude confiante de la majorité des industriels de la région, cependant inférieur à la moyenne nationale, qui se situe à 75 %.
- En Bourgogne-Franche-Comté, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 70 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.

EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

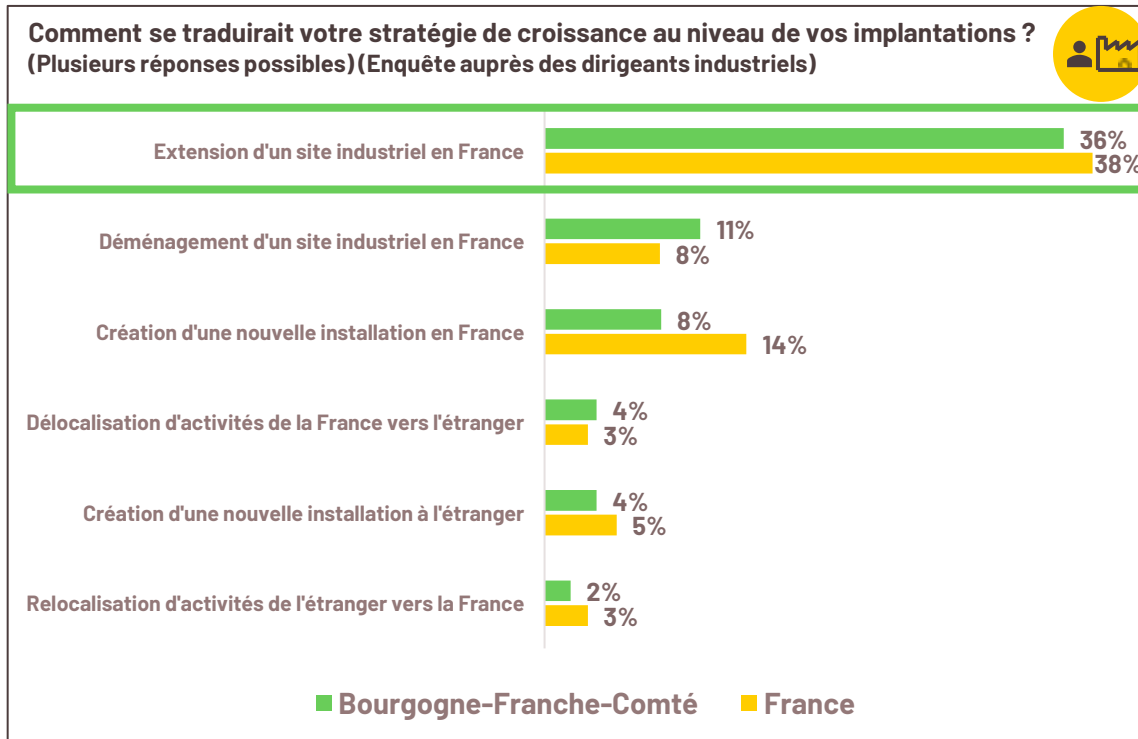
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES INDUSTRIELS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE LEUR SITE

LES INDUSTRIELS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

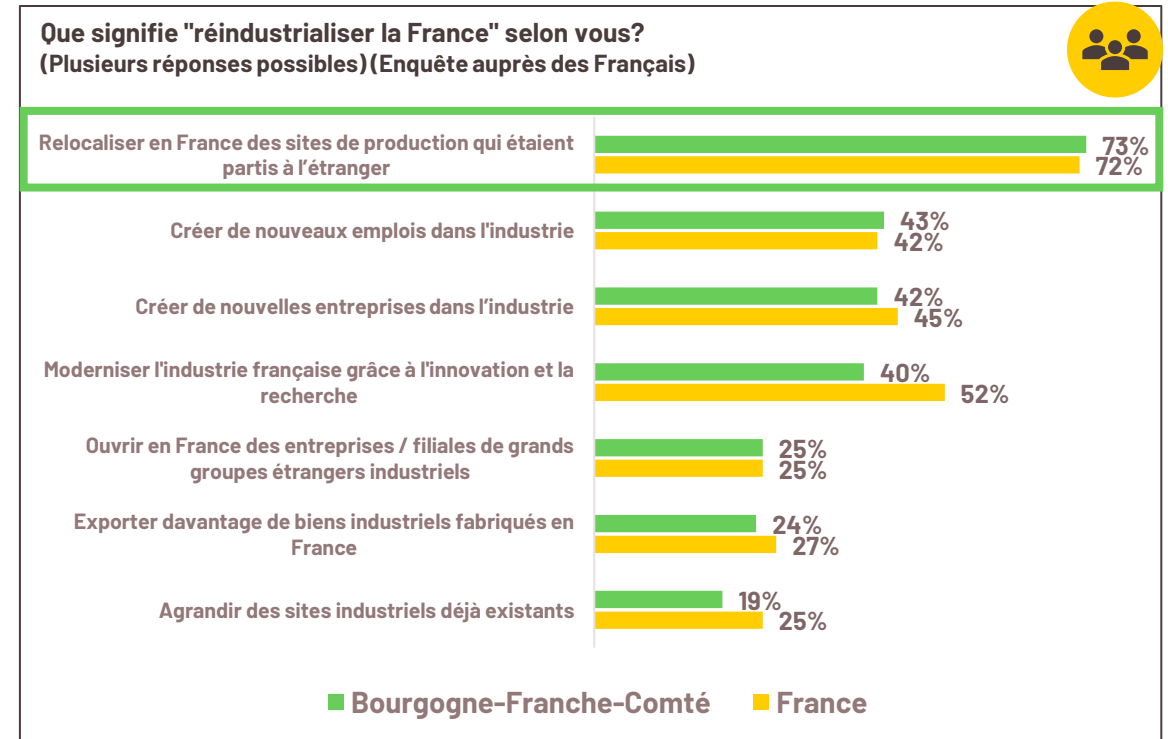
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les industriels de la région Bourgogne-Franche-Comté (36 %) comme ceux de l'échantillon France (38 %) privilégient les extensions de sites industriels existants
- Les dirigeants de la Bourgogne-Franche-Comté, en revanche, se projettent moins dans la création de nouvelles installations en France (8 %) que les industriels français dans leur ensemble (14 %).



Source :
 Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
 Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.
- En Bourgogne-Franche-Comté, les habitants ont une vision similaire au reste du pays. La seule différence est qu'ils associent moins réindustrialisation à l'innovation et la recherche (40 %) que le reste des Français (52 %).



Source :
 Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
 Les Français de Bourgogne-Franche-Comté représentent 218 personnes

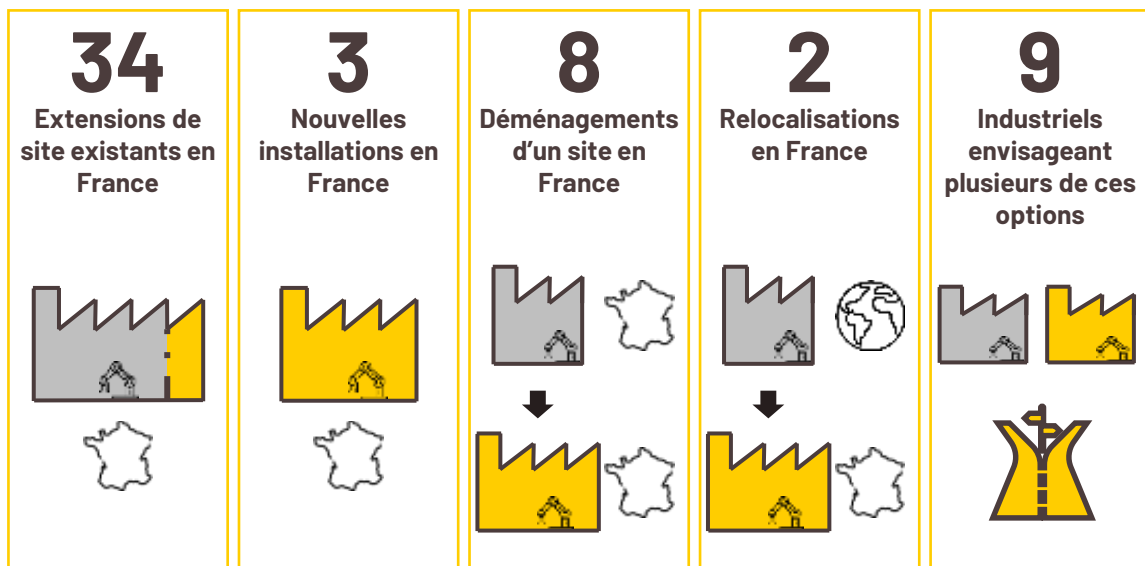
LE PROFIL DES INDUSTRIELS DE LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION EN FRANCE

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DE LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Bourgogne-Franche-Comté, 56 industriels (sur les 114 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



Caractéristiques de ces 56 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

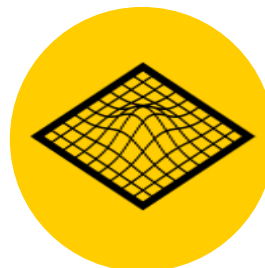


Les 3 filières les plus représentées sont:

- Agroalimentaire
- Mines et métallurgie
- Bois



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 134



28 dirigeants sur 56 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels de la Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

69 % DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

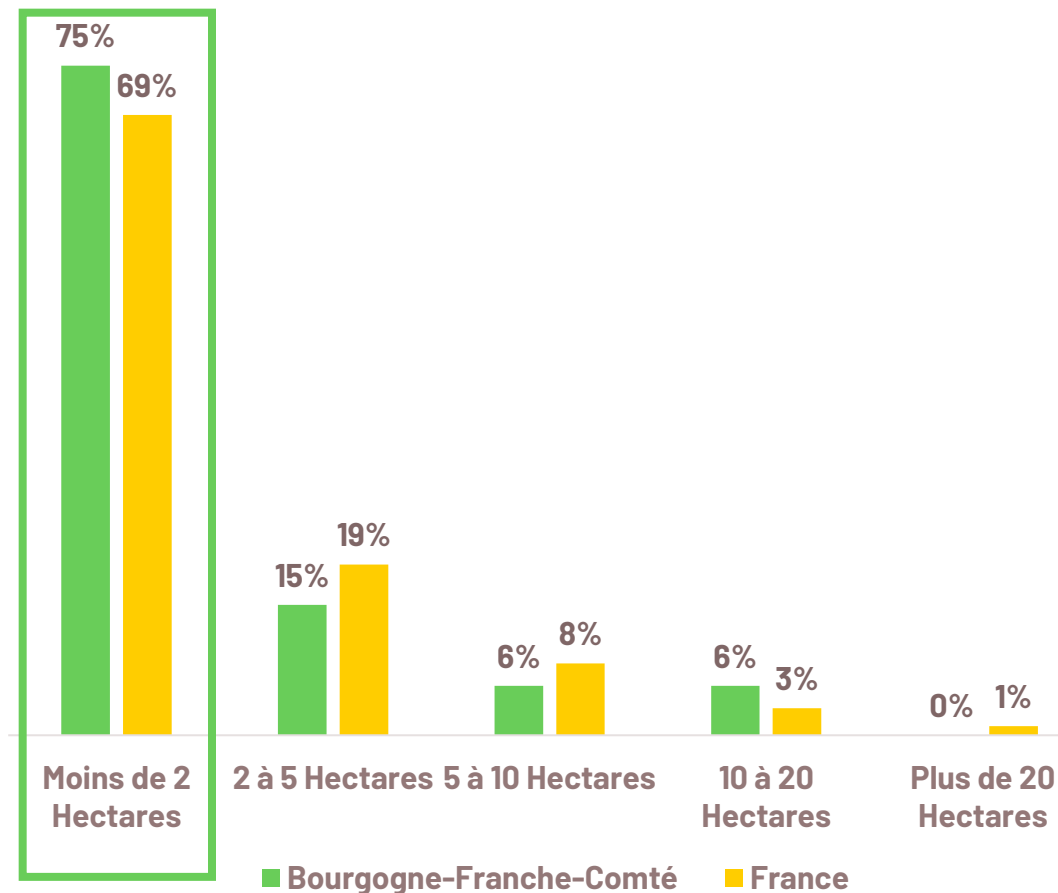
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Les dirigeants de la Bourgogne-Franche-Comté sont 75 % à déclarer avoir besoin de moins de 2 Hectares* pour un futur projet d'implantation.
- Les dirigeants de la Bourgogne-Franche-Comté privilégient le petit foncier davantage que les dirigeants français. 15 % d'entre eux déclarent avoir besoin de 2 à 5 Ha (contre 19 %). Enfin, ils sont aussi nombreux que la moyenne nationale à demander du grand foncier. 12 % déclarent en effet avoir besoin de plus de 5 Ha (comme 12 % au niveau national).
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - La Bourgogne-Franche-Comté bénéficie de deux sites clé en main (l'un à Chalon-sur-Saône, avec 15 Ha, l'autre à Montceau-les-Mines, avec 20 Ha), prêts à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - Elle bénéficie également de 105 sites de foncier économique**, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci sont parfois des friches industrielles qui nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 24.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS IDENTIFIENT LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES COMME PREMIER FREIN À LA CROISSANCE

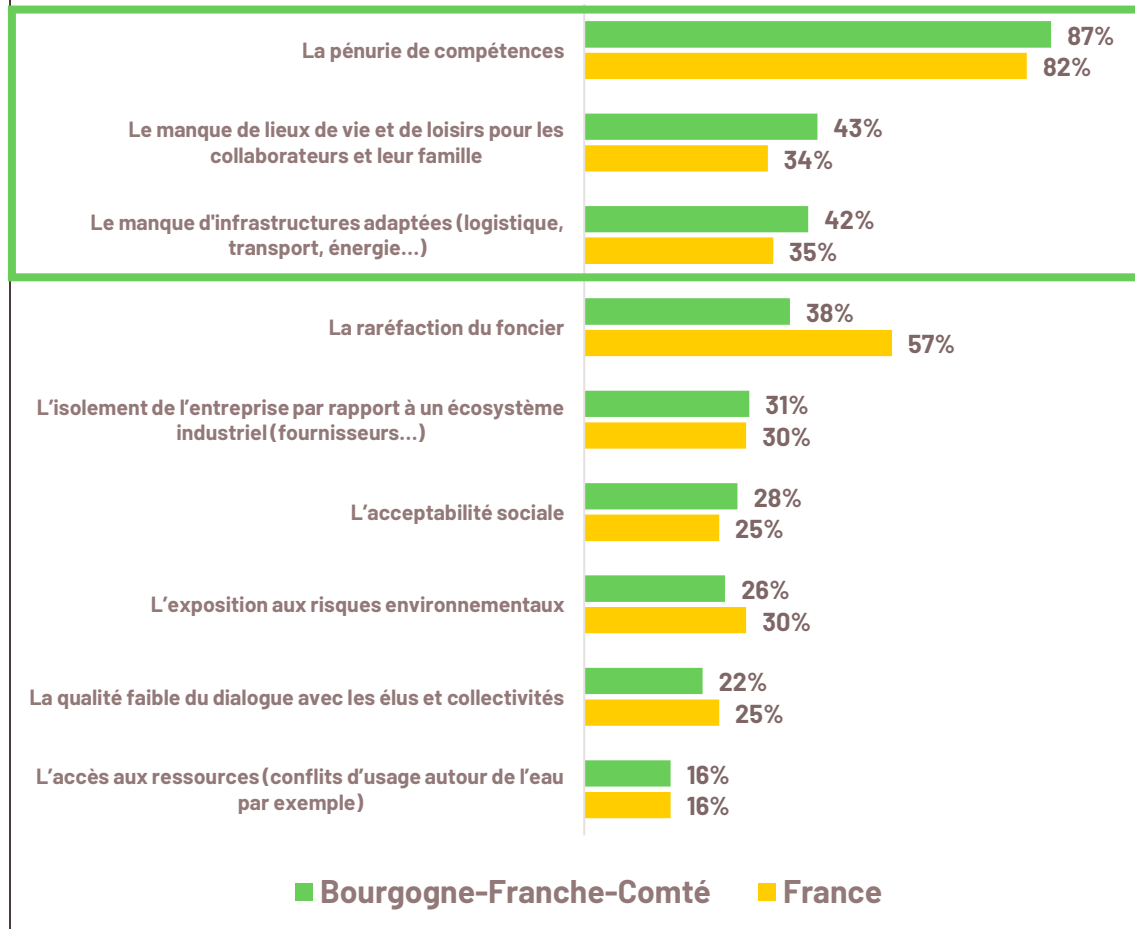
LE MANQUE DE COMPÉTENCES, DE LIEUX DE VIE ET D'INFRASTRUCTURES ADAPTÉES AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES INDUSTRIELS DE LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

- **La pénurie de compétences demeure le premier frein local rencontré par les industriels de Bourgogne-Franche-Comté (87 %) lorsque ceux-ci se projettent dans un nouveau projet industriel.** Ce chiffre est en ligne avec les industriels présents dans le reste du pays (82 %).
- **Les industriels de la région Bourgogne-Franche-Comté mettent en avant des freins différents que dans le reste du pays.** C'est le cas du manque de lieux de vie pour les salariés et leurs familles (43 % contre 34 % au niveau national), du manque d'infrastructures adaptées (42 % contre 35 % au niveau national), ou encore, de manière moins prononcée, l'acceptabilité sociale (28 % contre 25 % au niveau national).
- **Au contraire, les industriels de la région Bourgogne-Franche-Comté estiment que certains freins locaux sont moins importants dans leur territoire que dans le reste du pays.** C'est notamment le cas de la raréfaction du foncier (38 % contre 57 % au niveau national), ou encore, dans une moindre mesure, l'exposition aux risques environnementaux (26 % contre 30 % au niveau national) et la qualité faible du dialogue avec les élus et collectivités (22 % contre 25 % au niveau national).

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de Bourgogne-Franche-Comté représentent 114 personnes

5

LA REINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION

LA PAROLE AU CONSEIL RÉGIONAL

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : MARIE-GUITE DUFAY, NOTRE GRAND TÉMOIN

« La Bourgogne-Franche-Comté est un territoire industriel d'excellence, fière de ses savoir-faire. Au regard d'une économie mondiale en pleine redéfinition, la région se réinvente pour assurer sa place dans l'industrie de demain, plus durable et plus prospère. Aux côtés des entreprises locales et des Territoires d'industrie, la collectivité régionale se mobilise sur tous les fronts pour réindustrialiser son économie. En soutenant davantage les territoires les plus vulnérables, en accompagnant les entreprises dans leur transition, et en développant de nouvelles filières, la région est sur la voie d'un rebond industriel, indispensable pour l'emploi, et intimement lié à un besoin de justice sociale et écologique. »



Marie-Guite Dufay

Présidente

Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : MARIE-GUITE DUFAY, NOTRE GRAND TÉMOIN

LA STRATÉGIE DE RÉINDUSTRIALISATION DE LA RÉGION

Bpifrance Le Lab : Comment vous accordez-vous avec les grandes orientations nationales pour mener à bien le renouveau industriel à l'échelle de la région ?

Marie-Guite Dufay : La Région Bourgogne-Franche-Comté s'inscrit pleinement dans la déclinaison des politiques nationales en matière de développement industriel, qui se traduit dans son Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Les efforts fournis par la Région dans ce cadre offrent aux territoires des opportunités de consolidation et de reconversion industrielle, au profit de l'emploi et des habitants.

Bpifrance Le Lab : Quel est le visage à horizon 2035 que vous souhaitez donner à l'industrie dans la région ?

Marie-Guite Dufay : La Région Bourgogne-Franche-Comté met l'accent sur les pôles de compétitivité et le financement conjoint des projets par le PIA4 régionalisé et France 2030, participe à la réindustrialisation des territoires à travers la phase II de Territoires d'industrie, priorise le foncier économique grâce à l'observatoire du foncier et le lien qu'elle maintient avec les plateformes nationales, tout en portant une attention toute particulière à l'économie de proximité et à l'Économie sociale et solidaire.

La Région Bourgogne-Franche-Comté est en soutien de l'ensemble des filières dont le rôle est essentiel dans la structuration des activités économiques. Elle compte des filières stratégiques qu'il convient d'arrimer aux enjeux nationaux et mondiaux et de rendre résilientes. Différentes filières et secteurs sont concernées : l'automobile, la santé, l'agroalimentaire, la mécanique, les secteurs fournissant des intrants indispensables à l'industrie. La région compte également sur ses filières différenciantes, qui font sa renommée, comme le luxe, le numérique, le bois ou la lunetterie. L'action régionale a également pour ambition de favoriser l'émergence de nouvelles filières qui bâtiront une industrie plus durable pour les prochaines générations, et essentielles pour consolider le socle industriel de la région, telles que l'hydrogène, les biothérapies et le nucléaire.

L'ambition est de créer un terreau fertile au développement de l'industrie dans les territoires par la mobilisation de tous les acteurs, d'accompagner la transition vers une industrie verte, de développer les filières et savoir-faire industriels et d'accélérer les créations d'emplois dans les bassins en favorisant les implantations industrielles sur les sites clés en main.

Bpifrance Le Lab : La pénurie de compétences est un enjeu qui concerne toutes les régions. Dans votre région, quelles mesures spécifiques sont prises pour attirer et retenir les talents dans vos secteurs industriels clés ?

Marie-Guite Dufay : Pour lutter contre la pénurie de compétences, des politiques régionales de formation des demandeurs d'emplois et d'orientation autour de la promotion des métiers sont mises en place. La Région travaille également de concert avec les Territoires d'industrie, qui portent des projets GPECT au plus près des acteurs, pour répondre le plus efficacement aux besoins en compétences des entreprises.

De plus, le contrat de plan régional de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) se base sur l'analyse des besoins du territoire régional en matière d'emplois, de compétences et de qualifications. Il permet la programmation d'actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes, compte tenu de la situation et des objectifs de développement économique.

Parallèlement, en lien avec ses territoires, la région travaille à sa stratégie d'attractivité résidentielle pour faire venir de nouveaux habitants ; les postes proposés en sont l'un des leviers. Lancé en septembre 2024, ce programme vise à accompagner près de 2000 foyers dans leur installation d'ici 2026 en Bourgogne-Franche-Comté. La région mène des politiques dans différents domaines pour atteindre cet objectif, et le fait savoir via une campagne de communication ciblée : [venez vivre en Bourgogne-Franche-Comté](#). Qualité de vie, vaste offre de transports TER et animation de réseaux professionnels sont ses principaux atouts.

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : MARIE-GUITE DUFAY, NOTRE GRAND TÉMOIN

Bpifrance Le Lab : Quelles sont les initiatives de la région sur l'attractivité pour les investisseurs et les entreprises, notamment étrangers ?

Marie-Guite Dufay : Quant à l'attractivité économique, c'est l'une des missions phare de l'AER, l'agence économique régionale, qui effectue des campagnes de prospection par filières, exerce une mission de veille et de connaissance fine du territoire. Grâce à ses actions, la région est passée de la 12e à la 5e place en IDE (investissements directs étrangers) entre 2018 et 2023. Une centaine de projets aboutissent chaque année et environ 3 000 emplois sont sauvegardés ou créés.

Bpifrance Le Lab : Quel soutien particulier est apporté aux PME, ETI et start-up industrielles ?

Marie-Guite Dufay : La Région accompagne les entreprises dans toutes les phases de leur vie, de la création, au développement, et à la transmission. Elle assure un parcours d'accompagnement en agissant sur les leviers de compétitivité, notamment l'innovation, les compétences et la performance industrielle. Pour garantir cet accompagnement, la Région s'appuie sur un réseau d'acteurs qui interviennent en proximité avec les entrepreneurs et dont la qualité est enviée partout ailleurs, comme en témoigne la labellisation « Capitale French Tech de l'année 2024 » de la Bourgogne-Franche-Comté. Dans ce riche réseau d'acteurs, l'incubateur DECA-BFC a pour mission de favoriser la création de start-ups à partir de projets scientifiques ou technologiques, issus ou liés à la recherche. Depuis sa création en 2018, c'est plus de 100 projets incubés, plus de 75 start-ups et 230 emplois créés.

Bpifrance Le Lab : La question du foncier représente-t-elle un enjeu particulièrement saillant pour la stratégie industrielle de la région ? Quels sont les obstacles rencontrés et solutions mises en place pour y faire face ?

Marie-Guite Dufay : La question du foncier représente par ailleurs un enjeu d'ampleur pour la poursuite du développement économique régional. Deux priorités guident ainsi l'action de la Région sur le foncier économique à vocation productive d'ici 2030 : favoriser les relocalisations industrielles sur le territoire régional, et accompagner les territoires dans l'initiation d'une stratégie en faveur du Zéro Artificialisation Nette. Un travail partenarial est mené pour outiller les intercommunalités dans leur connaissance fine et dans leur prise de décision, notamment dans l'accompagnement à la déclinaison des priorités dans les documents d'urbanisme tels que les SCoT et les PLU. Enfin, un dispositif régional intitulé ZEFIIR (Zones et Friches Industrielles et Immobilier Régionaux), propose des modalités de soutien à la réhabilitation des friches à vocation industrielle, à l'optimisation des zones existantes.

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance